

CAHIER B DOSSIERS

Procurez-vous chaque jour la nouvelle section **SPORT** du **SOLEIL**

Masse, nouveau capitaine des conservateurs du Québec D'abord s'attaquer à l'image...

♦ «Je suis maintenant le capitaine du club...»

De tous les ministres du Québec, seul Marcel Masse peut aujourd'hui officiellement lancer cette affirmation. Il l'a fait cette semaine en entrevue sur un ton badin qui comportait toutefois une teinte de défi à l'endroit de ceux qui pourraient avoir envie d'en faire fi.



textes de
Pierre-Paul NOREAU

En lui confiant la responsabilité politique du Québec il y a quelques semaines, Brian Mulroney a considérablement redoré le blason du député de Frontenac, blason terni par le remaniement ministériel du début de l'été. Il apparaissait clair en effet que le novice Michel Côté avait supplanté le vétéran Marcel Masse au Québec, en héritant du convoité ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Pire, heureux comme Bacchus aux agapes en dirigeant le ministère des Communications, Marcel Masse se voyait dépossédé et forcé de patrouiller à l'Ouest avec le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, sa mission étant d'endiguer le fiasco causé par la chute des prix du pétrole.

Mais voilà que cette responsabilité de relance politique du Québec vient soudainement le placer comme le maillon central auquel devront s'accrocher tous ses collègues ministériels québécois pour tenter d'offrir une action cohérente à partir de l'automne.

Avec Mulroney

«Le premier ministre et moi avons discuté à plusieurs reprises de ma nouvelle responsabilité. Nous avons défini les objectifs et les moyens de les atteindre. À partir de là, c'est à moi de m'assurer que les choses fonctionnent.»

Marcel Masse se sent à l'aise même s'il n'a qu'un plan d'action théorique et sa confiance à offrir à qui veut savoir quelle est la médication qu'il entend administrer à un parti multipliant les chutes de pression dans les sondages. Ces derniers constitueront d'ailleurs l'épée de Damoclès qui demeurera

Pendant un certain temps, on a cru qu'il avait été relégué dans l'ombre de son collègue Michel Côté. Mais voici qu'en moins de deux, sa cote est remontée: Marcel Masse a reçu toute la confiance du "grand boss" Mulroney. C'est lui qui a reçu le mandat de relancer l'équipe fédérale des Bleus au Québec. Désormais, c'est lui le capitaine. A la veille du caucus des conservateurs québécois, Pierre-Paul Noreau l'a rencontré.



Marcel Masse: «Il sera toujours temps, à la fin, de distribuer les médailles et les coups de pied!!»

constamment suspendue au-dessus de sa tête, pour vérifier comment il a su arrimer les projets à la dure réalité politique.

Comme tous ses collègues à qui la question a pu être posée, Marcel Masse se dit convaincu que les problèmes de son équipe n'ont rien à voir avec une question de mauvais choix politiques. Problèmes de communication et d'image sont ses seules admissions.

Aussi, sans pour autant négliger l'aspect des dossiers, l'organisation mijotée vise surtout à garantir la diffusion des gestes politiques et à permettre une action concertée des conservateurs québécois. Marcel Masse se voit simplement au sommet de la structure comme le coordonnateur politique.

Système pyramidal

Le système imaginé pour remettre

les conservateurs du Québec en selle est simple, méthodique et pyramidal.

Les éléments-clés de la stratégie sont les ministres fédéraux du Québec. D'une part, chacun d'eux se retrouve à la tête d'une région de la province, ayant sous sa tutelle des députés conservateurs et possiblement des circonscriptions détenues par l'opposition. Chacun a en plus la mission de surveiller un certain nombre de ministères actuellement détenus par des collègues de l'extérieur du Québec, pour y transmettre et y expliquer l'angle des besoins québécois.

À l'écouter, on peut conclure que le Québec est dans une position telle qu'il ne peut se permettre de laisser échapper quoi que ce soit. Cette gestion à la fois territoriale et thématique, fait valoir le ministre Masse, garantira que les

besoins du Québec seront présents, bien perçus et bien expliqués dans toute l'organisation gouvernementale. Le canal servira également dans l'autre direction pour assurer la diffusion auprès des représentants du Québec de ce qui se passe dans les différents cabinets.

Mais peut-il vraiment compter sur la collaboration de chacun de ses collègues du cabinet? La question pour lui ne se pose même pas. L'exemple des frictions entre lui et Michel Côté sur le dossier des droits d'auteur n'est en ce sens que mauvaise interprétation journalistique. Il y avait simplement là un problème de dossier qu'il fallait trancher mais qui n'a causé aucune inimitié entre les deux hommes, explique-t-il.

Concurremment à la multiplication des antennes du Québec, Mar-

cel Masse tient par ailleurs à avoir une meilleure diffusion des activités de la députation québécoise, que ce soit sur la base des circonscriptions, des régions et des dossiers. «On travaille et les gens ne le savent pas.»

Vitalisation du parti

Il ne servirait presque à rien d'être présent partout et de gérer le meilleur plan de communication qui soit, si la machine du parti n'était pas immédiatement derrière pour récolter les fruits, de ce soit en termes de membres, de souscriptions ou d'idées, enchaîne Marcel Masse.

Il convient que les racines conservatrices au Québec sont fragiles et que plusieurs circonscriptions sont sans véritable organisation partisane. Des sondages défavorables aux conservateurs

depuis un moment, il tire cependant une donnée positive. Rien n'est acquis ni aux libéraux qui n'ont pas retrouvé leur clientèle traditionnelle, ni aux néo-démocrates qui profitent simplement de la performance des deux autres.

La revitalisation et l'organisation des ressources militantes, n'est pas directement de son ressort, mais il entend aussi couvrir cette facette de son aile.

Officiellement nommé cette semaine au poste d'organisateur en chef du parti conservateur au Québec et portant le titre de conseiller spécial du premier ministre pour cette province, Pierre-Claude Nolin est en fonction et en contact direct avec le ministre Masse depuis un moment déjà. «On se parle presque quotidiennement.»

Des comptes

Pour mener à bien l'ensemble du plan d'action, Marcel Masse entend demander des comptes. Il circule les réunions à son niveau au seul groupe des ministres du Québec et à la direction québécoise du parti. Chacun devra répondre du groupe au-dessous.

L'organisation implique également la concentration de toute l'information à son niveau.

«Je veux un rapport le 1er de chaque mois sur mon pupitre pour savoir où nous en sommes dans les 75 circonscriptions du Québec, en termes de membership, en termes d'activités du gouvernement dans chaque région, en termes d'action de chaque député, etc.»

Pas question de se transformer en préfet de discipline, même si comme «capitaine» il n'a pas du tout l'air rebuté par cette exigence. «La main de fer dans le gant de velour, dit-il de lui-même. Les objectifs quantifiables vont lui permettre de s'assurer que chacun s'efforce et travaille. Et s'il y a un problème, il y aura des alarmes, ajoute-t-il, avant que tout ne leur saute à la figure.»

L'échéance probable de deux ans et demi avant les prochaines élections laisse le temps aux conservateurs selon Masse, de remonter la pente. Si chacun joue son rôle, le plan de travail devrait selon lui apporter un effet graduel ascendant.

Quant aux spéculations sur ses chances de succès, il conclut sourire en coin: «Il sera toujours temps à la fin de distribuer les médailles et les coups de pied!!!»

Mulroney, la carte maîtresse au Québec

♦ Le meilleur atout du parti conservateur au Québec, c'est Brian Mulroney. Pas un premier ministre qui travaille continuellement à l'ombre des édifices parlementaires à Ottawa, mais plutôt le chef de gouvernement qui sillonne le pays, rencontre et écoute les gens, serrant les mains.

S'il n'en tient qu'à Marcel Masse, la carte maîtresse qu'il estime avoir en main en la personne de son chef, n'a pas fini de revenir dans le jeu politique au Québec d'ici les prochaines élections générales. Et, à la lumière des conversations qu'il a eues avec le premier ministre sur la question, il peut compter sur sa participation active.

«Il a réalisé que 18 heures de travail par jour à Ottawa, ce n'est pas la meilleure façon de diriger le pays.»

Aussi, dans un premier temps et une fois la période d'adaptation passée, Brian Mulroney a-t-il remanié son cabinet ministériel, remettant entre autres la gestion quotidienne des affaires de l'État à son nouveau vice-premier ministre Don Mazankowski. Il a complété le réalignement des forces cette semaine par une redistribution des rôles dans la haute fonction publique canadienne.

Ses arrières ainsi assurés, il faut s'attendre selon le ministre Masse, à ce qu'il reprenne la route et le contact direct avec les gens. «Contrairement à Trudeau qui, malgré sa grande popularité, sortait très peu d'Ottawa, se contentant d'à peu près deux sorties par année au Québec et n'allant pour ainsi dire jamais dans l'Ouest, Brian Mulroney a lui besoin de sentir le pays.»

L'ex-ministre des Communications renchérit en faisant valoir qu'en se confinant au travail dans la capitale fédérale, le premier ministre se retrouve dans un milieu artificiel, ne reflétant nullement

ce que sont en moyenne les régions du Canada. Et dans les projets de voyages, le Québec ne devrait pas être négligé, estime M. Masse, en raison de son poids démographique et compte tenu du fait qu'il est l'assise politique personnelle de Brian Mulroney.

Communication déficiente

À travers les différents changements de cap décidés au plus haut niveau de la machine conservatrice, il est facile de percevoir une critique assez sévère de l'action menée sur certains plans au cours de la première moitié de mandat.

Nullement mal à l'aise d'en discuter, Marcel Masse juge entre autres que son équipe a failli en ce qui a trait aux communications. À son avis, les conservateurs ont bien travaillé, la performance par secteurs d'activités étant élogieuse sur ce plan. Les siens ne se sont pas préoccupés de l'expliquer et de le faire savoir, dit-il en reprenant la thèse maintes fois énoncée chez les conservateurs dans leurs commentaires sur les sondages.

Cette préoccupation doit dorénavant devenir constante. «Il faut organiser notre présence publique.» Pas question d'abandonner la place dans les bulletins de nouvelles et les journaux aux spéculations, potinages et scandales.

Les péripéties, selon le terme pudique utilisé par M. Masse à propos des affaires Stevens ou Gravel, sont inhérentes à la vie de tous les gouvernements. «Vous savez, j'ai de la mémoire, l'affaire Yanakis sous les libéraux dont la cause était toujours devant les tribunaux au moment de l'élection de 1980, n'a pas empêché ce dernier de battre de Cotret.»

Pour celui qui s'enflamme toujours en parlant de ses anciens dossiers aux Communications, le phénomène des médias est loin de représenter un mystère. «Les jour-

naux ont tant de pages par jour à remplir, la télévision tant de minutes disponibles pour ses bulletins de nouvelles, il s'agit simplement pour nous de faire rapport de notre action.»

Ouvrir les portes

Le gouvernement, explique-t-il, pose une multitude de gestes par jour, il faut désormais faire en sorte que soit connu le travail préparatoire aux décisions et que le choc des idées cesse d'être dissimulé derrière des portes closes.

Au contraire, le ministre veut voir les idées se développer et se confronter publiquement, les enjeux et les intérêts étant étalés au grand jour. Ça vaut certainement mieux que les élucubrations sur de prétendues luttes fratricides.

Les députés sont là pour défendre les intérêts de leur circonscription et pour prendre les meilleures décisions possibles pour le développement du pays, il est donc sain et normal que des dossiers comme celui des aéroports de Dorval et Mirabel amènent des conservateurs à prendre des positions au départ contradictoires.

Grands débats

À l'écouter, il faut comprendre que l'issue d'un dossier peut n'avoir pas plus d'importance que tout ce qui l'a précédé en termes de retombées politiques.

Les engagements pris par les conservateurs par rapport à la Constitution ou au libre-échange avec les États-Unis ne sont pas en ce sens des pièges qui risquent d'emporter le gouvernement s'il n'est pas possible d'arriver d'ici à la prochaine élection à des résultats concluants.

Le gouvernement conservateur a changé la dynamique des relations fédérales-provinciales partout et tout particulièrement avec le Québec, avance le ministre. Ça ne signifie pas qu'il n'y aura plus



S'il n'en tient qu'à Marcel Masse, la carte maîtresse qu'il estime avoir en main en la personne de son chef, n'a pas fini de revenir dans le jeu politique au Québec d'ici les prochaines élections générales.

d'interprétation différente sur les champs de compétence, mais au moins le climat d'échanges est certes plus propice à la discussion, plaide-t-il. De la même manière, le libre-échange n'est pas une fin électorale, mais bien une avenue pour le Canada afin de maintenir

les débouchés d'exportation avec son principal partenaire de plus en plus protectionniste.

Aussi il ne croit pas que si les pourparlers de libéralisation du commerce avec les États-Unis échouent, et si le Québec demeure à l'écart de l'entente constitution-

nelle au-delà de la prochaine élection, ces facteurs ne pourront à eux seuls faire la différence.

Encore une fois, il faut comprendre que tout est dans la manière de présenter les choses et dans la façon dont ces dossiers auront été menés d'ici là.

70 pour 100 des médicaments sont inutiles

Le "racket" pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique est l'objet de critiques depuis longtemps. Elle ne peut accroître la maladie, mais elle doit augmenter ses ventes. Un organisme européen de consommateurs a fouillé la question. Son dossier "Des médicaments à problème", que commente François Coutu de l'Agence Contexte Communication, est accablant.

♦ GENEVE -- Soixante-dix pour cent au moins des médicaments actuellement disponibles sur le marché mondial devraient être considérés comme des "produits

par François COUTU
(collaboration spéciale)

superflus et/ou indésirables" qui tendent à détériorer la santé plutôt qu'à l'améliorer.

Le marché demeure littéralement "inondé de médicaments

inefficaces, impropres, irrationnels, inutiles ou d'un coût injustifié".

Ainsi peut-on résumer les conclusions d'un dossier noir intitulé "Des médicaments à problèmes" que viennent de publier le réseau "Action Santé Internationale" et l'Union internationale des organisations de consommateurs qui ont tous deux leur bureau principal à La Haye aux Pays-Bas.

Plaidoyer accablant
Contrairement aux "scandales

ponctuels" rendus publics par le passé contre tel ou tel médicament, le présent ouvrage qui a été lancé à Genève en mai dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la santé, analyse en tout 24 classes de médicaments en vente sur tous les continents et ce, avec de nombreuses sources scientifiques à l'appui.

Le résultat de cette recherche qui prend la forme d'une série de fiches disponibles en anglais, français et espagnol, se révèle particulièrement accablant pour l'industrie pharmaceutique internationale. "Le problème ne se limite pas à quelques médicaments, qu'une ou deux brebis galeuses de l'industrie pharmaceutique se chargent de promouvoir en toute immoralité.

Le problème résulte inévitablement de la structure du marché pharmaceutique et de son fonctionnement", écrit le principal auteur du document, M. Andrew Chetley, un journaliste originaire du Nouveau-Brunswick qui habite en Grande-Bretagne depuis une quinzaine d'années.

Pour étayer sa thèse, il rappelle les paroles d'un directeur médical de la compagnie E.R. Squibb and Son qui expliquait ainsi la tactique des sociétés: "On ne peut augmenter la fréquence des maladies; si l'on veut accroître le volume des ventes, il faut donc, entre autres, vendre des médicaments sans tenir compte de leur réelle utilité ou de leur emploi."

Enorme gaspillage

Le résultat de ces pratiques: un immense gaspillage de ressources.

Le dossier d'information démontre notamment que:

-- 80 pour 100 des médicaments antidiarrhéiques se révèlent inefficaces dans le traitement des diarrhées aiguës;

-- sur 546 produits contre la toux et les refroidissements disponibles sur les cinq continents, 456 (83 pour 100) sont constitués d'associations chimiques irrationnelles;

-- plus de 75 pour 100 des 888 préparations de vitamines existant sur le marché dans ces mêmes pays "sont irrationnelles, inefficaces ou mal dosées, et leur utilisation est déconseillée";

-- les trois quarts des 356 analgésiques analysés devraient être déconseillés du fait qu'ils sont, toujours selon l'étude, "dangereux, inefficaces, irrationnels ou d'un coût élevé injustifié";

-- 73 pour 100 des médicaments anti-inflammatoires non stéroïdiens que l'on utilise contre l'arthrite, par exemple, pourraient être retirés du marché parce qu'ils se révèlent "peu sûrs, qu'ils ne possèdent pas d'avantage thérapeutique important et qu'ils sont plus onéreux que d'autres produits plus sûrs".

Médicaments dangereux

L'ouvrage soulève l'existence de produits reconnus comme dangereux qui demeurent en vente



Les médicaments accessibles au public sont légion, mais ceux qui sont vraiment utiles sont infiniment moins nombreux.

libre dans le Tiers-monde bien qu'ils aient fait l'objet de sévères restrictions ou même de retrait du marché dans des pays possédant une forte réglementation en la matière.

On a également relevé des cas de promotion tout à fait excessive pour des produits reconnus comme dangereux comme un antidiarrhéique contenant du clioquinol, le diéthylstilbestrol (DES), une préparation à base d'oestrogènes supposée prévenir les fausses couches, les tests de grossesse à base d'hormones et les anabolisants stéroïdiens conseillés pour les enfants.

Cette charge contre l'industrie pharmaceutique ne signifie toutefois pas que les médicaments ne peuvent pas contribuer à améliorer la santé. "Certains le peuvent", précise Andrew Chetley, en rappelant que l'Organisation mondiale de la santé avait elle-même identifié quelque 200 médicaments essentiels susceptibles de résoudre les problèmes de santé de n'importe quel pays. La plupart sont d'un coût peu élevé, ont été essayés et testés et peuvent être considérés comme "raisonnablement efficaces et sûrs".

Commercialisation

Mais Chetley déplore aussi la très forte tendance de l'industrie à imiter plutôt qu'à innover. Il rappelle à cet effet les résultats d'études menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, démontrant qu'un seul médicament sur dix nouveaux mis sur le marché, présente "un avantage thérapeutique important". Les autres constituent plutôt une variante d'un même produit, dans le cadre d'une stratégie de commercialisation pour tenter de s'accaparer un marché lucratif.

A chaque année, les gens dépensent des sommes gigantes-

ques pour se procurer des produits contre le rhume et la toux. Or, le document d'Action Santé Internationale recommande à tous les gouvernements de procéder à un inventaire complet des remèdes en question, autant ceux vendus sur ordonnance qu'en vente libre, et d'en éliminer les trois quarts, suivant deux critères.

Eliminer d'abord ceux qui contiennent des ingrédients inefficaces, comme l'ensemble des pastilles, des gargarismes ou les antihistaminiques dont l'utilité thérapeutique n'a jamais pu être prouvée. De plus, les médicaments contre le rhume et la toux ne devraient pas contenir plus de trois éléments.

Ces remèdes qui contiennent des combinaisons d'ingrédients sont destinés à traiter une large gamme de symptômes qui n'affectent pas le patient tous en même temps. Un tel "traitement de choc" n'est donc pas nécessaire et l'augmentation du nombre d'ingrédients ne fait qu'accroître les effets secondaires sans se révéler plus efficace pour autant.

Les analgésiques

Les analgésiques, destinés à mettre fin à la douleur, constituent la catégorie de médicaments la plus utilisée, représentant aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne environ un cinquième du marché des produits pharmaceutiques en vente libre. Le dossier "Des médicaments à problèmes" rappelle à cet effet que le meilleur moyen de traiter la douleur consiste à en découvrir la cause sous-jacente.

Un analgésique ne devrait donc être employé que lorsque la cause de la douleur n'a pu être traitée. De plus, un mauvais emploi des analgésiques peut entraîner la mort ou une grave maladie. Par exemple, le Distalgésic qui était le 2e médicament d'usage

courant le plus souvent prescrit en Grande-Bretagne en 1983, aurait causé la mort de 500 personnes dans le monde, selon un calcul effectué par un coroner de Birmingham. Dans cette seule ville, on a enregistré onze décès en 1982. Il s'agissait de suicides ou bien de cas accidentels où les personnes avaient eu la mauvaise idée d'ingurgiter de l'alcool avant ou après avoir pris de ce médicament.

Le phénylbutazone, un médicament pour le traitement de l'arthrite, a été mis sur le marché en 1947. Un dérivé, l'oxyphénbutazone, s'y est ajouté quelques années plus tard. Or, selon un document d'information sur les médicaments: "Ils sont la seconde cause de l'anémie aplasique qui est mortelle. Ils peuvent aussi être la cause d'hémorragies intestinales graves, souvent mortelles. Chez 1 à 3 pour 100 des malades qui absorbent ces médicaments, ils entraînent la formation d'ulcères de l'estomac, aboutissant assez souvent à une perforation."

Un spécialiste britannique, le Dr Sydney Wolfe, estime à environ 10,400 le nombre de décès dus à ces deux mêmes médicaments dans le monde depuis leur mise sur le marché.

Ce n'est qu'à partir de 1984 que la compagnie qui les produisait (Ciba-Geigy) a commencé à les retirer de la circulation. Pourtant, entre 1980 et 1984, ces médicaments avaient été publicisés pour le traitement de la douleur causée par les contusions ou les entorses (en Malaisie et à Singapour), contre la fièvre rhumatismale et pour "enfants au-dessus de six ans". Brésil et Colombie, contre la grippe herpès et la mononucléose infectieuse (Philippines) et même dans les cas d'extractions dentaires (Pérou), apprend-on avec stupeur à la lecture du document.



Le marché est inondé de pilules dont l'écrasante majorité devrait être retirée des tablettes.

Les antibiotiques

Des remèdes magiques aux vertus douteuses

♦ Quand les antibiotiques ont été découverts, ils sont immédiatement apparus comme des "remèdes magiques".

Or, les experts commencent maintenant à s'inquiéter à leur sujet.

En 1981, 150 scientifiques venus de 25 pays ont déclaré que "ces agents antimicrobiens sont en train de perdre leur efficacité du fait de la prolifération et de la persistance d'organismes résistants aux médicaments.

Si nous ne prenons pas de mesures pour changer cette situation, ajoutaient-ils, nous devons nous attendre à ce qu'un jour ou l'autre, ces agents soient incapables de combattre la maladie".

Selon l'Organisation mondiale de la santé, ce problème résulte "d'un emploi généralisé et hasardeux des antimicrobiens chez l'homme et l'animal".

Une étude effectuée dans un hôpital américain a notamment démontré que 50 pour 100 des patients qui y étaient traités aux antibiotiques "ne présentaient aucune infection réelle ou susceptibles de se produire".

Le fait de prescrire ces médicaments pour de simples rhumes ou gripes augmente dans les faits les chances de résistance des bactéries aux antibiotiques. Une autre étude américaine, datant de 1974, révélait aussi que 2,000 patients étaient morts des effets secondaires entraînés par les antibiotiques tandis que 2,6 millions avaient souffert d'autres effets secondaires graves.

La diarrhée

Le dossier noir d'Action Santé Internationale aborde en outre les remèdes contre la diarrhée qui fait mourir chaque année cinq millions d'enfants, surtout dans le Tiers-monde.

Pourtant, une solution toute simple, la réhydratation orale, qui consiste à administrer une solution d'eau salée et sucrée, pourrait selon des spécialistes diminuer de moitié au moins le nombre de morts et ce, à un coût dérisoire, environ 10 cents par enfant.

Or, l'immense majorité des antidiarrhéiques disponibles sur le marché mondial se révèlent "au mieux, inutiles ou inefficaces, au pire, dangereux". Certains médicaments contiennent des antibactériens, com-

me la néomycine, un produit qui, selon l'OMS, "entraîne des diarrhées".

D'autres contenant du chloramphénicol provoquent des effets secondaires susceptibles de mettre la vie du malade en danger, causant quelquefois l'aplasie de la moelle osseuse.

Un autre médicament antidiarrhéique, le clioquinol, a eu des effets encore plus désastreux: il aurait causé 10,000 cas de perte de la vue ou de la paralysie au Japon de 1956 à 1970, ont affirmé cette année-là des scientifiques de ce pays. Pourtant, encore en 1980, la compagnie qui produisait ce médicament refusait d'admettre qu'il pouvait être dangereux.

Même en 1983, le clioquinol pouvait être facilement acheté et ce, sans ordonnance, dans la plupart des pharmacies de l'Inde. La compagnie a finalement accepté de retirer du marché ce médicament "graduellement", de 1982 à 1984, mais il demeurait toutefois disponible encore dans quelques pays en 1985.

Des études récentes menées aux Etats-Unis sur des crèmes contenant du clioquinol pour le traitement des éruptions causées par les couches chez les nourrissons ont démontré que ce produit "était facilement absorbé par le corps", pouvant entraîner des maladies de foie chez l'enfant.

Des chiens traités avec ce même produit ont perdu du poids ou sont tombés en léthargie. Quatre ont souffert de troubles hépatiques. L'un des chiens est même mort après quinze jours de traitement, tandis qu'un autre était atteint d'une paralysie des membres postérieurs.

Le document "Des médicaments à problèmes" multiple ce genre d'exemples, abordant aussi les domaines des stimulants de la croissance, des médicaments prescrits en cours de grossesse, des vitamines et des contraceptifs.

Désordre intolérable

En conclusion, le dossier du réseau Action Santé Internationale dit trouver intolérable le désordre qui règne dans le système actuel: pour environ 700 composants chimiques importants entrant dans la composition des produits pharmaceutiques, il existe au moins 50,000 marques dans le monde, soit une moyenne de 70 marques pour chaque produit.



Pour l'industrie pharmaceutique, l'essentiel est de vendre des médicaments, non de soigner la maladie.

Un nombre plus réduit de produits permettrait, aux professionnels de la santé, d'estimer les auteurs, de mieux connaître leur action ainsi que leurs effets secondaires.

Les solutions proposées: faire preuve de simplicité, administrer des médicaments simples et reconnus, éviter l'emploi de produits lorsqu'ils ne sont pas nécessaires et employer des alternatives, telles que des changements de régime ou d'autres thérapies non médicamenteuses.



Ces "boat peoples" s'attendaient à un accueil nettement plus chaleureux que celui qu'ils ont reçu.

L'accueil fait aux réfugiés tamouls Un racisme qui ne demandait qu'à exploser

L'odyssée des "boat people" du Sri Lanka a non seulement fait couler beaucoup d'encre mais provoqué une orgie de lamentations. Pourquoi ce bruit et cette fureur? Anna-Marie Voisard fait le point.

♦ Plutôt que de débarquer sans crier gare à Mirabel, comme le font des dizaines de leurs compatriotes chaque semaine, 155 Sri-Lankais ont abouti au large des côtes de Terre-Neuve. Perdus dans le brouillard, ballottés par les flots, à bord de deux canots pneumatiques, ils ont par miracle échappé à la mort.



par
Anna-Marie VOISARD

Mais leur peau est brune et ils viennent de très loin, quelque part dans l'ancien Ceylan, une île au sud de l'Inde. Ils ne parlent donc pas notre langue. Quelques-uns seulement baragouinent l'anglais, héritage de la colonisation britannique. Rien donc au premier abord pour attirer l'attention des médias au-delà d'un simple entrefilet dans les pages de faits divers.

Or voilà qu'à partir de la fin de l'été, l'odyssée de ces réfugiés s'est mise à parcourir le monde via les grandes agences de presse. Bien plus que les périls du voyage, ce sont les mensonges qui ont fait couler de l'encre. Le séjour en mer n'a pas duré cinq jours, mais trois, comme si les risques s'en trouvaient effacés par le fait même.

Le point de départ n'a pas été non plus l'Inde, mais l'Allemagne, un pays qui respecte aujourd'hui les droits et libertés, tout en refermant néanmoins ses frontières.

Pires que la GRC

Soeur Denise Lainé, du Centre social d'aide aux immigrants, à Montréal, critique sévèrement la couverture des médias depuis le début de cette affaire. "Les journalistes, dit-elle, ont été pires que la GRC". Ils sont responsables, à son avis, de la vague de racisme qui, poussée par un vent d'hystérie collective, secoue l'arrivée de ces voyageurs clandestins. On est même allé jusqu'à dire dans une émission à lignes ouvertes qu'ils pouvaient transporter avec eux les germes du Sida.

Les ressortissants du Sri-Lanka se comptent pourtant par milliers à Montréal actuellement. Régis Vignault, sous-ministre de l'Immigration au gouvernement québécois, évalua cette semaine à 3.711 noms la liste de ceux qui attendent une reconnaissance de leur statut de réfugié. Sur les 600 autres qui s'ajoutent chaque mois, en provenance de 64 pays différents, le tiers environ appartient à la communauté tamoule.

Qu'ont-ils donc ces boat people de différent des autres qui arrivent le soir en autobus après la fermeture des bureaux de l'immi-

gration? "Rien", répond soeur Lainé qui les connaît presque tous parce qu'elle a appris à communiquer avec eux par le langage des signes et du cœur.

La seule différence, c'est qu'ils ont dû affronter autrement plus d'obstacles que ceux de leurs compatriotes qui dorment les fins de semaine sur les bancs de l'aéroport de Mirabel.

Bien sûr qu'ils n'ont pas de visa d'entrée au Canada. Quand on fuit la mort, on n'a pas toujours le temps de mettre ses papiers en règle. Il se peut aussi qu'on pose certains gestes auxquels on renoncerait en temps de paix, comme, par exemple, de s'embarquer sur des bateaux-passeurs commandés par des capitaines sans scrupules.

Un pays déchiré

Mais de là à laisser circuler des rumeurs de terrorisme, démenties d'ailleurs par la GRC, il y a une marge que seul le racisme permet d'expliquer. Comment ne pas savoir que le Sri-Lanka est un pays déchiré par la guerre civile? Comment ne pas savoir aussi que la minorité tamoule, originaire du sud de l'Inde, voit ses droits bafoués par la majorité singhalaise qui détient le pouvoir dans la capitale de Colombo?

Le problème remonte au siècle dernier lorsque les Britanniques, alors maîtres du Ceylan, ont importé de la main-d'œuvre pour travailler dans les plantations de thé. Les rivalités n'ont fait que s'aggraver, surtout depuis l'indépendance survenue en 1972.

Deux religions s'affrontent, l'hindouisme et le bouddhisme, deux langues aussi. Les Tamouls, qui représentent plus de 20 pour 100 de la population, réclament la création d'un état indépendant, au nord du pays, où il leur sera possible de s'exprimer librement. La plupart, parmi les modérés, optent pour un règlement politique. D'autres, surnommés les "Tigres de la révolution" recourent à la violence.

Des deux côtés, la liste des morts s'allonge. Le Sri-Lanka est devenu une terre invivable, surtout pour les Tamouls qui se sentent menacés par l'armée gouvernementale. Même les autorités canadiennes reconnaissent la gravité de la situation.

Les 155 réfugiés de la mer ne seront donc pas déportés, comme le souhaitait une partie de l'opinion canadienne. Ils bénéficient au contraire d'un permis de séjour en attendant que leur demande d'asile soit étudiée. Ceci leur autorise à se chercher du travail. Dans l'immédiat, ils sont admissibles à l'aide sociale.

Courage politique

La Table de concertation pour les réfugiés de Montréal, qui regroupe une quarantaine d'organismes intéressés à l'immigration, a jugé bon de remercier

publiquement cette semaine le gouvernement canadien et son premier ministre Brian Mulroney pour leur "ouverture d'esprit, fermeté et courage politique".

Le vice-président, Giovanni Fiorino, voudrait bien cependant que le Canada fasse preuve d'autant de largesse dans sa nouvelle loi sur la reconnaissance du statut de réfugié, prévue pour cet automne.

Les organismes craignent que des restrictions ne soient imposées au niveau de l'accès au pays, ce qui, de l'avis de M. Fiorino, ne règlera pas le problème des entrées illégales. On l'a vu depuis 1983, lorsqu'Ottawa a décidé d'imposer un visa à partir de l'étranger.

Avec ou sans permission, les populations des régions menacées continuent d'affluer comme jamais. Au cours des deux dernières années, le nombre des réfugiés en attente de statut est passé de 5.000 à 11.000 au Québec seulement.

Maintenant le quotidien

Soeur Lainé du Centre social d'aide aux immigrants n'a guère le temps, quant à elle, de s'intéresser aux grandes politiques. C'est le quotidien des 93 boat people qui ont demandé refuge à Montréal (les 62 autres ont préféré Toronto) qui la préoccupe. Elle voudrait bien qu'on cesse de dire qu'ils sont à la charge de l'État, parce que c'est faux. La plupart n'ont couché qu'un soir, "contre leur gré", dit-elle, à l'hôtel Reine-Elizabeth. La communauté tamoule de Montréal est accueillante. Tous ont trouvé un gîte.

L'aide sociale n'est pas non plus aussi généreuse qu'on a l'habitude de le croire. Dans le cas des réfugiés, l'allocation se limite à \$171 par mois, soit le même montant que les moins de 30 ans. Avec aussi peu, il ne faut pas se surprendre si les Sri-Lankais, sans être "voleurs de jobs", trouvent rapidement des emplois que boudent les Québécois.

Reste cependant le problème de la communication qui, lui, demeure entier. Depuis 1983, aucun réfugié, en attente de statut, n'a accès à des cours de langues, excepté les enfants à l'école. Seuls les ONG (organismes non gouvernementaux) offrent un enseignement plus ou moins structuré, à la mesure de leurs faibles moyens.

Les Tamouls, rescapés de nos eaux territoriales, ne sont donc pas encore au bout de leurs peines. Comme les Vietnamiens, qui ont survécu à la mer de Chine, ils s'attendaient cependant à ce que les Québécois et les Canadiens restent fidèles à leur réputation d'hospitalité. Or c'est à peine s'ils arrivent, encore aujourd'hui, à voir briller le phare de la liberté.

La situation minière du Québec

Des maux de tête qui s'adoucissent

La situation minière du Québec était catastrophique au début de la décennie, mais elle va en s'améliorant bien que ce ne soit pas encore le Pérou. Le ministre délégué aux mines, M. Raymond Savoie, a d'ailleurs eu beaucoup de maux têtes depuis les quelques mois qu'il occupe ses fonctions. Mais, a-t-il confié à Georges Angers avec qui il s'est entretenu, il consomme de moins en moins d'aspirines.

♦ Au cours des premiers mois qui ont suivi sa nomination au poste de ministre délégué aux Mines, Raymond Savoie est devenu un gros consommateur d'aspirines. L'inventaire de la situation minière au Québec se révélait une source apparemment intarissable de maux de tête.

Il y avait d'abord le problème de l'amiante, une affaire dans laquelle on a investi de \$500 à \$600 millions, souligne M. Savoie. "Il fallait à la fois redresser la situation et faire face à la campagne internationale contre l'amiante," explique-t-il.



par
Georges ANGERS

"Mais moi j'y crois à l'amiante et je pense qu'on va gagner. On a d'ailleurs gagné à Genève alors que tout le monde croyait qu'on allait perdre et on va gagner devant l'EPA (Environment Protection Agency) à Washington. Ça va cependant prendre du temps avant qu'on ne retrouve les niveaux d'activité que l'on connaissait dans les années 1970, mais on va y arriver," affirme le ministre à cause de la campagne contre l'amiante.

M. Savoie soutient d'ailleurs que cette campagne a un côté hystérique qui lui rappelle celle contre la chasse aux bêtes féroces. "Ça n'a pas de bon sens, c'est irrationnel; c'est même à se demander si on ne se retrouve pas devant un coup monté par les industries qui fabriquent des substituts à l'amiante," s'interroge-t-il.

Faits troublants

Dans cet esprit, le ministre soulève un fait assez troublant. La cause de l'explosion de la navette spatiale américaine est maintenant connue; ce sont des "o rings" (joints d'étanchéité) qui ont lâché. Or c'est à la suite de la campagne contre l'amiante que ces joints qui étaient auparavant fabriqués à base d'amiante ont été changés pour des joints à base de caoutchouc.

Par ailleurs, des études américaines ont démontré que l'élimination de l'amiante dans les plaquettes de frein des automobiles entraînerait des conséquences désastreuses au niveau des accidents de la route.

L'amiante demeure un produit indispensable et ce à quoi il faut maintenant s'attaquer, soutient le ministre, c'est à un vaste programme d'éducation, notamment des syndicats de travailleurs qui utilisent des produits contenant de l'amiante.

Outre l'amiante, les deux autres principales productions minières au Québec sont le fer et le cuivre. Encore là, la situation n'est pas très rose.

Le fer a en effet connu une baisse dramatique au début des années 1980 mais, selon le ministre, la situation semble s'être stabilisée. On ne peut certes parler de reprise; néanmoins la situation ne se présente pas trop mal. "C'est pas fort, reconnaît M. Savoie, mais il semble que les entreprises dans ce secteur ne se débrouillent pas trop mal depuis qu'elles ont réussi à percer de nouveaux marchés, notamment asiatiques."

La situation dans le cuivre apparaît plus fragile. Non seulement les mines québécoises doivent-elles entrer en compétition avec les producteurs étrangers qui produisent à moindre coût (notamment au Chili) mais encore voient-elles le marché du cuivre être inondé par des villes comme Chicago et New-York qui, à travers des programmes de récupération, sont devenues les plus gros fournisseurs de cuivre.

Sauvées par l'or

Jusqu'à maintenant les mines de cuivre au Québec ont été sauvées par l'or. "Il ne faudrait surtout pas que le prix de l'or dégringole à \$240 l'once," lance M. Savoie en levant les yeux au ciel car il deviendrait alors impossible de les supporter et de supporter les municipalités comme Chibougamau, Chapais et Murdochville.

En fait l'or joue actuellement un rôle stratégique dans l'industrie minière au Québec. C'est lui qui a sauvé le cuivre jusqu'à maintenant mais c'est aussi lui, combiné au régime fiscal des actions accreditées, qui a provoqué une profonde transformation de l'industrie minière au Québec.

Il y a trente ans, explique le ministre, il était impensable qu'un francophone du Québec devienne gérant d'une mine. Aujourd'hui, on en retrouve partout, des ingénieurs miniers, des géologues, etc.

Les grosses compagnies minières, comme Noranda et Falconbridge, qui dominaient toute l'industrie doivent aujourd'hui composer avec une kyrielle de petites entreprises québécoises qui ont poussé comme des champignons et "qui font ça moins cher et mieux."

Les "juniors"

Ces petites compagnies, que l'on appelle les "juniors", ont littéralement envahi l'Abitibi dont elles fouillent actuellement le sous-sol à la recherche d'or. "Aujourd'hui en Abitibi, souligne le ministre, il est impossible de louer la moindre pièce d'équipe."



Le Soleil, Raymond Savoie
M. Raymond Savoie, ministre délégué aux mines.

ment minier; tout ce qui est disponibles est utilisé."

Certes, reconnaît M. Savoie, l'activité des "juniors" se concentre essentiellement sur l'or mais elles n'en acquièrent pas moins une expertise qui ouvre des perspectives sans limite.

Il y a là un potentiel et un enthousiasme qui augure un avenir prometteur, analyse le ministre, d'autant plus prometteur qu'on a récemment découvert dans le Nord, dans les fosses du Labrador et de l'Ungava, des indices révélant la présence d'autres métaux précieux comme le platine et le manganèse.

M. Savoie rappelle qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, à cause de la demande et des difficultés d'approvisionnement, le Québec avait sa propre production de chrome et de manganèse.

Or actuellement, à cause d'une production de métaux précieux concentrée en Afrique du Sud pour l'essentiel et en Amérique latine, la situation de ce marché est des plus volatiles. Il suffirait que l'Afrique du Sud décide de fermer ses robinets en réplique aux sanctions économiques que veulent lui imposer les pays occidentaux ou encore qu'une guerre civile éclate dans ce pays pour que la situation soit complètement bouleversée.

Les ressources québécoises deviendraient alors fort attractives, signale le ministre en précisant que le Canada importe chaque année des métaux précieux d'Afrique du Sud pour une valeur de quelque \$250 millions.

La mode

Il y a donc une grande place jouée par la géo-politique dans la situation minière du Québec, mais il y a également d'autres phénomènes comme la mode, souligne M. Savoie.

Depuis quelques années en effet, les exportations de granit québécois ont augmenté à un rythme de 200 à 300 pour 100 par année. Ce granit que l'on retrouve au Québec dans différents tons de noir, bleu, jaune, est de plus en plus utilisé dans la construction d'édifices aux États-Unis. Il est tranché en plaques d'un pouce à un pouce et demi d'épaisseur avec lesquelles on habille de plus en plus les nouveaux édifices ou avec lesquelles on refait une beauté aux anciens.

Or il est de plus en plus question que l'on se lance dans la fabrication de planchers en granit; le granit possède en effet plusieurs avantages, notamment parce qu'il est plus résistant et coûte moins cher que le bois. Il procure également un fini se rapprochant du marbre. Pour plusieurs spécialistes, c'est la mode de demain dans la construction.

En dépit de toutes ces possibilités, Raymond Savoie devient optimiste. Après avoir joué au pompier dans les tous premiers mois qui ont suivi sa nomination comme ministre délégué aux Mines, le notaire de Val d'Or s'est payé une vaste tournée du potentiel minier québécois. Depuis qu'il en est revenu, ses maux de tête ont disparu.



L'activité dans les mines d'amiante promise à une lente remontée.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur
JACQUES-G. FRANCOEUR
Rédacteur en chef et Editeur adjoint
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition
JACQUES DUMAIS

Retour de la chasse aux avorteurs

Il y a plusieurs façons de s'opposer à l'avortement, sans trop en avoir l'air. Ainsi, le fait de laisser tenter de nouvelles poursuites contre des médecins et des CLSC, soupçonnés de cette pratique, en est une. Une autre façon plus subtile et plus grave est de réduire les services offerts en diminuant les budgets des équipes de planification familiale dans les centres hospitaliers et les CLSC.



par
Vincent CLICHE

Le gouvernement Bourassa et le ministre de la Justice, Herbert Marx, utilisent ces deux méthodes, depuis l'élection du Parti libéral, en décembre dernier. Elles correspondent en tout point à la position adoptée par M. Bourassa durant la campagne électorale lorsqu'il déclarait que s'il devenait premier ministre, il procéderait à une révision actuelle de la politique du gouvernement à l'égard des médecins qui pratiquent l'avortement pour d'autres raisons que thérapeutiques.

L'étonnant serait plutôt la position adoptée par le ministre de la Justice, en mai dernier à Toronto, selon laquelle le gouvernement Bourassa avait pris la décision de n'entreprendre aucune poursuite judiciaire contre les cliniques d'avortement du genre de celle du Dr Henry Morgentaler. Entre les deux déclarations, il n'y a aucune adéquation possible. Celle de M. Marx a cependant le mérite d'être plus récente que celle du premier ministre.

Mais dans les faits, le ministre de la Justice renie ses propos et adopte la position de son chef. Présentement, au Québec, il y a au moins deux poursuites intentées contre des médecins et un CLSC. Et M. Marx, qui a le pouvoir d'arrêter ces procédures, ne fait rien.

Les mouvements qui défendent le droit à l'avortement libre et gratuit ont donc raison de craindre un resserrement de la politique québécoise en ce domaine et un retour de la chasse aux avorteurs.

...

Malgré les affirmations des mouvements pro-avortement, il n'y a pas de consensus social au Québec autour de cette question (et il n'y en aura sans doute jamais), même si des sondages indiquent que la majorité de la population est pour le libre choix. Comme pour les questions de prostitution ou de pornographie, l'avortement fait vibrer des cordes reliées à la religion, la moralité et la sexualité. Il est très difficile de tenir un débat sans passion sur le sujet. Par ses positions intégristes et ses interdictions, comme celle dont vient d'être frappé le père Charles Curran, aux États-Unis, l'Eglise catholique ne fait qu'attiser le feu de l'intolérance.

Cependant, la séparation de l'Eglise et de l'Etat est consacrée depuis longtemps. Le gouvernement québécois devrait donc pouvoir s'élever au-dessus de la mêlée et prendre une position rationnelle; c'est-à-dire, considérer l'avortement dans ses aspects sociaux (comme c'est son rôle) plutôt que moraux ou religieux.

Il doit se rendre à l'évidence que la décriminalisation de l'avortement et sa pratique - en tant que moyen ultime et exceptionnel de contraception - dans des centres plus nombreux et mieux équipés sont devenues socialement nécessaires. En effet, la société ne peut plus accepter que des femmes se fassent imposer des grossesses et des accouchements non désirés, que des jeunes filles de 15 ans enceintes hypothéquent leur santé pour la vie et que naissent des enfants morts-nés socialement.

D'autre part, le gouvernement doit résister à la tentation de restreindre les budgets des centres de planification familiale dans les CLSC qui donnent des services de consultation et d'information sur la contraception. Car ces services sont en fait les armes les plus efficaces pour combattre l'avortement puisqu'ils éliminent à la source les besoins d'avoir recours à cette pratique contestée.



LE POINT

Ultramar a-t-elle piégé les élus?



par
Vianney DUCHESNE

La pétrolière Ultramar est prise à partie, tant à Ottawa qu'à Québec, pour la façon dont elle s'assure que personne ne pourra être intéressée à acheter la raffinerie de Montréal. Est qu'elle a acquis de Gulf au mois de décembre dernier. Le ministre de l'Energie du Québec, M. John Ciaccia, soutient que la fermeture de la raffinerie a entraîné une absence de concurrence qui permet de vendre l'essence plus cher au Québec qu'en Ontario tandis que son homonyme fédéral, M. Marcel Masse, accuse la compagnie de Saint-Romuald de détériorer définitivement et délibérément l'équipement qu'elle n'utilise pas.

La controversée vente de \$120 millions qui a permis à Ultramar de détenir 24 pour 100 du marché québécois et 12 pour

100 de celui de l'Atlantique risque donc de nouveau de soulever les passions politiques et populaires. Au mois de décembre dernier il s'était agi surtout de protéger des emplois et l'avenir de l'industrie pétrolière québécoise tandis que cette fois-ci le débat touche l'ensemble des consommateurs, si M. Ciaccia a raison. Mais le pire dans cette histoire c'est que les politiciens devront forcément admettre qu'ils se sont faits passer un sapin.

En effet, on peut jeter les hauts cris aujourd'hui, mais il était évident que la société britannique n'achetait pas une raffinerie, mais bien le marché québécois et atlantique de sa rivale: les 675 stations-services de Gulf lui permettaient de gonfler à 1,536 ses points de vente pour ainsi rentabiliser son usine de la rive sud qui ne fonctionnait qu'à 70 pour 100 de sa capacité.

Il fut question, à l'époque, de surproduction et de diminution de la consommation pour justifier la fermeture d'une qua-

trième raffinerie sur six, en trois ans, à Montréal. On se rappellera que Shell et Ultramar menaçaient toutes deux de mettre la clé sur la porte de leurs installations québécoises si le gouvernement fédéral s'aventurait à bloquer la transaction. Par contre d'autres, comme le député conservateur Robert Toupin (aujourd'hui indépendant), affirmaient qu'on se trompait en invoquant la surproduction de produits pétroliers au Québec; opinion endossée par l'enquêteur sur les coalitions qui devait, peu de temps après, prendre une préretraite surprise.

Bien sûr, Ultramar n'a jamais caché son intention de ne pas opérer la raffinerie montréalaise et la compagnie semble avoir respecté ses engagements quant aux efforts pour compenser la perte de 450 emplois. Par contre, un des directeurs de l'entreprise, M. Laurier Woodruff, avait formellement promis aux gouvernements, l'automne dernier, que l'équipement non utilisé resterait intact dans l'éventualité

d'une vente ou d'une acquisition future. Ultramar ne respecte donc plus cet engagement en détruisant intentionnellement un bien qui, même s'il lui appartient, fait partie du patrimoine industriel québécois, comme le souligne M. Masse.

L'attitude d'Ultramar, qui destine la raffinerie à la ferraille après avoir refusé de la céder à Gaz métropolitain au début de l'année, et celle des autres grandes pétrolières dans le dossier laissent les Québécois bien démunis devant les sautes d'humeur du marché pétrolier. Le ministre Ciaccia déclare que le Québec importe quotidiennement 60,000 barils de pétrole raffiné par jour et ce chiffre n'est pas contredit. Il en résulte au bout de la ligne que les consommateurs d'ici, faute de concurrence, paient 3,4 cents le litre de plus que ceux de l'Ontario; les pétrolières viennent ainsi chercher \$240 millions de trop dans la poche des Québécois.

Qui a perdu ou gagné au change?

LETTRES AU SOLEIL

Les deux anges...

Tout dernièrement, l'Auberge des Peupliers de Cap à l'Aigle a connu des moments d'extase.

Au début du mois d'août, nous avons eu le plaisir d'entendre Odette Beaupré, mezzo-soprano et Jeannine Lachance, son amie-professeur-accompagnatrice. Deux joyeux complices de la beauté magique et mystérieuse de la voix humaine.

Odette, notre belle voisine d'en face est originaire de Rivière-du-Loup. Elle a majestueusement remonté le St-Laurent jusqu'à Toronto en suivant le trajet de sa jeune et éblouissante carrière. C'est une artiste exceptionnelle, une talentueuse comédienne et aussi une mère attentive.

(...) Ainsi elle va tout de suite chercher son public et sait comment retenir son attention jusqu'à la fin.

Elle a séduit les mélomanes et les profanes par des lieder troublants, des extraits d'opéra retentissants, des mélodies romantiques et attendrissantes.

Jeannine Lachance, cette incomparable pianiste a également chanté quelques duos avec Odette. On aurait dit des anges du Paradis. (...)

Pierrette Potvin
Cap à l'Aigle

Losique déçoit

(Lettre adressée à M. Serge Losique, président et directeur général du Festival des films du monde, à Montréal)

C'est avec stupéfaction que nous avons appris subitement votre intention de présenter les meilleurs films de votre festival au début du mois de septembre à Québec.

Pourtant, vous n'êtes pas sans savoir que l'édition 1986 du Festival du film de Québec se tiendra quelques semaines plus tard. Au programme, les mêmes films!

Quelle est votre réelle intention? Rendre hommage à la ville de Québec récemment classée site du patrimoine mondial ou concurrencer un autre festival dans le but de les dominer tous?

Peut-on imaginer un instant

Déclin étonnant

Etonnant ce film de M. Denis Arcand. Une entrée en matière où la caméra suit longuement un personnage inconnu dans une salle que je n'ai pu identifier: une sorte d'espace universel dont on n'ose pas croire qu'il est de chez nous. Ainsi l'intrigue dont on ose pas croire (sic) qu'elle a ses racines chez nous en même temps qu'elle rejoint les autres cultures.

Le déclin de l'empire américain perd de son déclin à cause de la lucidité du message. Sans être pour cela un film à message, l'œuvre reproduit avec art, l'inquiétude de la libido qui emprunte tantôt à la fantaisie - Gabriel Ar-

que vous défendiez la cause du cinéma en parachutant à Québec un "mini-événement remaché"? Nous constatons plutôt de quelle façon vous allez nuire au cinéma de Québec. Voilà pourquoi, nous accordons notre entier appui au Festival du film de Québec et que nous traiterons de cette affaire avec l'exécutif de la Conférence des conseils régionaux de la culture.

Dénouant vigoureusement une pratique douteuse sous le couvert d'un hommage, veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de notre très grande déception.

Le directeur général du Conseil de la culture de la région de Québec...

Richard Nicol
Québec

cand a excellé - tantôt à la solitude capricieuse qui au fond cherche désespérément à rattraper le vide affectif par une sorte de tendresse ou sexualité gréco-romaine.

Ne vous attendez pas à des images scabreuses - peut-être quelques unes - vous serez déçus. Ne vous attendez pas non plus aux spleen, nausée existentielle, ou encore à la désolation de Camus, vous serez encore déçus. J'ignore ce que vous y trouverez. J'y ai aperçu une étonnante lucidité par où la vérité rivalise d'art et d'amitié.

Yvan Lavoie
Montréal

Barrières visuelles à Québec

Depuis mai 1986, le quotidien LE SOLEIL publie l'annonce suivante: "Les terrasses du Vieux-Port (...). Vous êtes invités à venir visiter les condominiums privilégiés qui profiteront d'une vue unique sur le fleuve et le Vieux-Port".

Ces condominiums seront construits sur un quai qui est la propriété du gouvernement du Canada, donc un patrimoine public. Dans le projet préliminaire du musée de la civilisation, on devait faire de ce quai un large esca-

lier portuaire rappelant celui du marché Finlay au XIXe siècle.

Malheureusement, on abandonne ce projet pour celui de construire des condominiums, qui, au lieu de mettre en valeur le patrimoine maritime de la ville de Québec, limitera la vue et l'accès au fleuve.

Les constructions malencontreuses au Vieux-Port ont commencé en 1984 à l'occasion de la fête "Mer et Monde"; c'est alors que plusieurs quais du Vieux-Port

furent affligés d'une "tuyauterie" criarde et d'une structure métallique inutile qui sont un outrage esthétique à la ville ancienne.

Si l'on ne cesse de multiplier les barrières visuelles on finira par briser définitivement le contact traditionnel des habitants avec le fleuve. On doit à tout prix déplorer cet état de fait.

La présidente du Conseil des monuments et sites du Québec...

France Gagnon-Pratte
Québec

L'art de mieux vivre à Télé-4

Mieux vivre, c'était hier. C'était aussi une très bonne émission matinale de Télé-4, produite à Québec même, et que son animatrice, Isabelle Lapointe, remplissait de bonne humeur et de dynamisme. Du moins c'est ce que devaient penser 44,000 d'entre nous qui s'y retrouvaient joyeusement et fidèlement.

Ignorons le fait que cette émission fut une bouée de sauvetage pour Télé-4 qui en avait bien besoin à pareille heure. Oubliions que l'animatrice savait communiquer à cette heure matinale une chaleur et une authenticité qu'il nous a fait du bien de découvrir.

Ne parlons pas des personnes invitées dont les chroniques nous concernaient directement dans notre milieu. Je veux surtout relever des faits que ne devraient pas ignorer les décideurs de Télé-4, même s'ils doivent appliquer une politique d'économie de réseau

face aux détenteurs d'actions Pathonic:

1) Depuis ses tout débuts, Télé-4 fut l'enfant chéri des Québécois (ou alors comment s'est-il développé?) surtout parce que c'est LEUR télé. La production locale est, chez nous, beaucoup plus qu'une problématique de finances: à Québec même, ville encore peu cosmopolite, c'est d'abord une question d'affinités entre le public (les 44,000) et "son monde".

2) Qu'une personne nouvellement adoptée dans notre milieu (c'est ici même que j'ai fait sa connaissance) ait réussi sans artifices à si bien occuper nos matins, n'importe quel administrateur a de quoi se réjouir... et capitaliser (sans jeux de mots) sur ce rare phénomène.

Il me semble que ce facteur devrait certes compter dans une décision RESEAU vs LOCAL. Et en admettant que Télé-4 soit en train

de nous mijoter 44,000 bonnes surprises pour les prochains 10 à 11 du lundi au vendredi, il serait déjà bon de savoir à quel autre endroit de la grille-horaire on a remplacé Madame Lapointe, puisqu'elle s'est avérée un si bon actif pour NOTRE télé.

Pour ma part, je ne m'attends pas à redécouvrir, l'automne prochain, les raisons qui m'avaient fait adopter Télé-4 le matin, contrairement à mes habitudes précédentes. Je ne suis plus certain de m'y reconnaître, ni de toucher les repères de MON milieu à l'intérieur d'un contenu RESEAU.

Mais je compte bien, avec les autres "fidèles" d'Isabelle Lapointe, que nous pourrions la retrouver à un autre moment, peu importe l'antenne.

Huguette Masse
Marquis
Charlesbourg

QUÉBEC

Les cigales péquistes sifflotent

♦ Les cigales péquistes se font désirer durant ces mois d'été.

par

J-Jacques
SAMSON



Le chef de l'Opposition, M. Pierre Marc Johnson, s'est abstenu de répliquer au déjà célèbre rapport Gobeil sur la "révision des fonctions et organisations gouvernementales" qui démontait en 47 pages toute l'organisation de la vie québécoise, après un examen en 4 minutes pour chacun, en moyenne, des 300 organismes existants, a calculé M. Jean-Paul L'Allier.

M. Johnson ne voulait d'abord pas qu'un débat aussi important soit noyé dans les vacances de juillet; ni monter au front contre les membres non-élus de comités de "sages" alors que le conseil des ministres n'a pas décidé de ce qu'il gardait et rejetait du rapport ou se couler les pieds dans le ciment pour ensuite laisser à M. Robert Bourassa tout le champ politique entre les positions que l'Opposition aura annoncées et les recommandations du rapport Gobeil.

Mais il y a surtout que le programme du PQ est en réexamen complet et que M. Johnson lui-même était prêt, en campagne électorale, à revoir non seulement le rôle de chacune des sociétés d'Etat mais l'organisation des services d'éducation, de santé, ou l'aide sociale ou les programmes d'aide à l'entreprise...

Il n'est pas facile de critiquer quand on n'a pas de solutions de rechange en poche.

M. Johnson a donc laissé filer les choses, acceptant que s'ajoutent aux nombreux griefs déjà soulevés contre lui dans son parti, depuis décembre, ceux de manquer à son devoir de réplique; de s'être fait damer le pion dans l'opinion publique par un Jacques Parizeau très disponible et finalement de ne pas avoir l'instinct bagarreur indispensable pour un chef de l'Opposition.

Sans doute, M. Johnson était-il vraiment aussi un peu la intellectuellement et n'avait-il que le goût de décrocher de la politique, en supposant que son état d'esprit était partagé par toute la population.

Il a fallu la vente de Québecair, la conférence d'Edmonton et le sprint constitutionnel de M. Bourassa pour le secouer de son spleen.

Plusieurs de ses collègues, surtout parmi les vétérans, étaient aussi, en juin, moralement très fatigués.

Il a été très difficile pour des ex-ministres surtout, de se recycler en citoyen ordinaire après avoir exercé le pouvoir pendant cinq ou dix ans, jout des privilèges qui s'y rattachent et flotté sur la considération qui leur était accordée.

"J'ai découvert cet été que l'opposition, c'est le fun pour cela: tu peux lire, approfondir vraiment des sujets très complexes comme le pétrole, les transports, le marché international des céréales" expliquait un Jean Garon, visiblement désabusé en juin et redevenu cette semaine aussi enthousiaste qu'on le connaissait.

L'exécutif du PQ se réunit en fin de semaine. L'aile parlementaire, mardi. On établira notamment un plan de travail sur le rapport Gobeil, ce qui, à mon sens, aurait au moins dû être fait au lendemain de sa publication.

J'ai rencontré durant les premiers jours d'août au moins deux députés péquistes, sur la Grande-Allee, qui avaient le goût du travail et attendaient cette réunion de l'aile parlementaire.

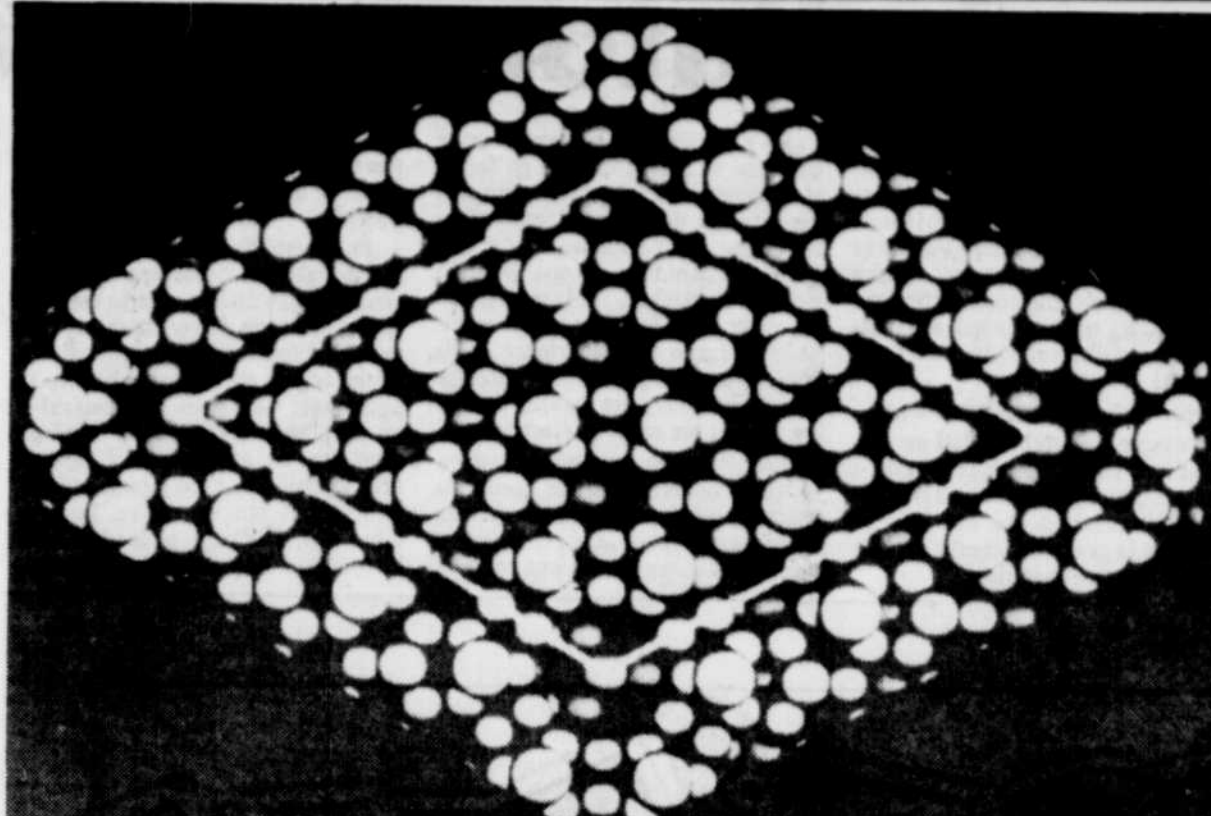
La "commission nationale", formée en juin, qui guidera la réécriture d'un nouveau programme s'est réunie par ailleurs une ou deux fois la semaine, tout l'été, et travaille sur des documents de réflexion sur l'économie, la social-démocratie, les ressources humaines, la culture... expliquait Mme Pauline Marois.

La consultation élargie qui suivra en octobre devrait contribuer beaucoup à réanimer le parti, mise-t-elle.

Un sentiment d'utilité

Les cigales péquistes reviennent au Parlement sereines. La population — les médias surtout — se font pressants à leur porte et sont curieux d'entendre, sifflotent les cigales, ce qu'elles ont à dire sur tout ce que les fournis libérales ont abattu ces dernières semaines.

C'est une motivation additionnelle à la veille de la rentrée. ♦



Atomes de silicium

Une équipe de chercheurs employés par IBM a réussi à produire des images d'atomes et des liens qui les unissent entre eux, grâce à une nouvelle technique microscopique. L'image ci-dessus de la surface de silicium a été obtenue grâce à la technique dite "scanning tunnelling microscopy" qui permet finalement d'obtenir une "carte" de la surface du spécimen étudié. La surface représentée ici a été grossie 30 millions de fois!

L'affaire Karen Silkwood est finalement classée...

♦ OKLAHOMA CITY, (AFP) - L'affaire Karen Silkwood, chercheuse d'une société d'énergie nucléaire tuée en 1979 dans un accident de voiture alors qu'elle devait rencontrer un journaliste, a été définitivement close hier, à la suite d'un accord entre la famille de la victime et son employeur.

Un porte-parole de la société Kerr-McGee, M. Rick Pereless, a indiqué que l'ancien employeur de Mme Silkwood s'était mis d'accord

avec les trois enfants de la victime pour leur verser 1,38 million de dollars. En échange, il a précisé que les enfants ont renoncé définitivement à toutes poursuites contre Kerr-McGee.

M. Pereless a souligné qu'en réglant cette affaire à l'amiable, Kerr-McGee n'accepte aucune responsabilité d'une éventuelle contamination de Mme Silkwood au plutonium, mais a simplement agi par souci financier. La procédure légale

(que je crois que nous aurions gagnée) aurait coûté plus cher que le règlement à l'amiable, a-t-il précisé.

Aux termes de l'accord entre les deux parties, les trois enfants de Mme Silkwood se partageront environ 500.000 dollars, le père de la victime recevra 70.000 dollars au titre d'exécuteur testamentaire et le reste couvrira les frais ainsi que les honoraires d'avocats.

Karen Silkwood était morte le 13 novembre 1974 dans un accident de voiture alors qu'elle allait rencontrer un journaliste du "New York Times" pour évoquer des problèmes de sécurité qui seraient apparus à l'usine de traitement du plutonium Kerr-McGee où elle était employée.

Sa famille avait poursuivi Kerr-McGee en justice et un tribunal fédéral avait ordonné en 1979 que 10 millions de dollars de dommages et intérêts soient versés aux Silkwood. Ce jugement avait été cassé par deux fois en appel, et une instance judiciaire supérieure avait ordonné l'année dernière un nouveau procès. ♦

Arme anti-satellite

4ème essai réussi

♦ WASHINGTON (AFP) - L'armée de l'air américaine a annoncé le succès hier d'un quatrième essai de son système d'arme anti-satellite (ASAT).

Dans ce test, la fusée devait s'orienter sur l'énergie émise par une étoile, et non plus prendre pour cible un satellite hors d'usage comme lors du troisième tir de septembre 1985, de façon à contourner les restrictions sur ces essais imposées pour un an par le Congrès depuis le 1er octobre dernier en dépit de l'opposition du Pentagone et de la Maison-Blanche.

L'ASAT consiste notamment en un système de téléguidage monté sur une fusée à deux étages installée sur un chasseur F-15 et qui est mise à feu alors que l'avion est en altitude.

L'essai d'hier a fourni des informations sur la capacité de l'ASAT à suivre une source de rayons infrarouges plus proche de l'horizon que lors des essais précédents, et donc plus difficile à suivre.

Un nouveau test est prévu en septembre contre une source d'infrarouges, et trois autres en 1987 contre des cibles, a précisé l'armée de l'air. ♦

Il y a du diable là-dedans!

♦ WEST PITTSBURGH, Penn. (AFP) - Même l'expert en démonologie le plus réputé des Etats-Unis s'est retrouvé désespéré quand il s'est rendu pour la première fois dans la maison de Janet et Jack Smurl, en Pennsylvanie du Nord, où se produisent depuis 18 mois des événements surnaturels.

"Il y avait une odeur de pourriture — un peu comme de la viande en décomposition. Les objets posés sur un bureau ont commencé à bouger et tout à coup, sortant de la gaze du bureau, une substance gluante et immatérielle est apparue dans le miroir me criant des obscénités et m'intimant l'ordre de partir", témoigne M. Edward Warren après sa première visite en janvier dans la maison des Smurl, bâtie il y a un siècle.

M. Warren, qui a notamment enquêté sur le cas d'une maison hantée à Amityville dans l'Etat de New York — histoire devenue ensuite le sujet d'un livre et d'un film à grand succès —, s'est déclaré convaincu que les Smurl, leur quatre filles et leurs beaux-parents vivant avec eux couraient de terribles dangers.

Selon la famille, le "démon" a résisté à deux exorcismes et répond par des "attaques encore plus vicieuses", depuis qu'ils ont alerté l'opinion publique, n'hésitant pas à les poursuivre jusqu'à l'extérieur de leur maison.

Le clergé catholique de Scranton s'est déclaré sceptique sur l'existence d'un démon. "Nous ne savons pas ce que c'est, c'est le problème", a déclaré le révérend Gerard Mullaly, précisant toutefois qu'il allait envoyer un prêtre ayant l'habitude de ce genre de phénomène. ♦

LE MONDE

Washington resserre l'embargo contre Cuba

♦ WASHINGTON (AFP) - Les Etats-Unis ont annoncé hier une série de mesures visant à renforcer l'embargo économique américain appliqué contre Cuba depuis 1960.

Ces mesures, estimant les observateurs, sont destinées à faire pression sur le régime du président Fidel Castro pour qu'il accepte de remettre en vigueur les accords migratoires conclus fin 1984 par les deux pays et dénoncés par La Havane en mai 1985.

Les mesures ont notamment pour objectif de "rendre plus difficile" pour Cuba l'acquisition de dollars et de produits américains de façon illégale, alors que le président Fidel Castro continue à ignorer ses obligations internationales et à suivre une politique inamicale pour les intérêts américains, a annoncé le département d'Etat.

Parmi les mesures approuvées par le président Ronald Reagan figurent les suivantes: mettre fin aux échanges avec des compagnies créées par Cuba au Panama ou ailleurs pour contourner l'embargo, contrôler plus étroitement les orga-

nismes qui organisent des voyages à Cuba ou en font la promotion, ainsi que l'envoi d'argent ou de marchandises à Cuba (par la poste notamment) à partir des Etats-Unis.

Le gouvernement américain veut également empêcher ce qu'il qualifie de "trafic d'êtres humains" par le gouvernement cubain qui, selon Washington, fait payer des milliers de dollars à des Cubains résidant aux Etats-Unis pour qu'ils financent des voyages aux Etats-Unis, via des pays tiers, de parents vivant à Cuba.

Ces personnes, à qui la section des intérêts américains à Cuba ne délivre plus de visa, ne pourront plus en recevoir non plus dans des pays tiers vers lesquels Cuba les aurait laissées sortir, a indiqué le département d'Etat.

De hauts responsables américains avaient indiqué début août que cette série de mesures restrictives était étudiée par la Maison-Blanche dans le but de convaincre La Havane de rétablir les accords migratoires dénoncés après le début des émissions de la station gouvernementale américaine Radio Marti vers Cuba. ♦

Blocus inutile

♦ NEW YORK (AFP) - Les garde-côtes américains ont bloqué en partie le port de New York jeudi et hier, procédant à la fouille de tous les bateaux qui y entraient pour tenter de découvrir des cargaisons de drogue, mais cette opération de grande envergure aura été un coup dans l'eau.

Ce blocus, le premier du port de New York depuis 1815 pendant la guerre entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, n'a pas permis la moindre saisie de stupéfiants, ont indiqué les autorités américaines.

L'exercice, baptisé "Operation

Glass Eye" (opération oeil de verre), avait débuté jeudi soir et devait se terminer hier à la nuit tombée. Alors que 90 bateaux de plaisance et navires de commerce avaient été arraisonnés hier en fin d'après-midi, les garde-côtes n'avaient procédé qu'à une arrestation, celle d'un homme recherché pour vol à main armée.

Un porte-parole des garde-côtes a souligné que cette opération était un premier pas dans le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue et que d'autres actions de ce type auraient lieu ultérieurement dans le port de New York. ♦

PERÇAGE D'OREILLES

Rentrez en classe avec un nouveau "look"... faites percer vos oreilles rapidement et en toute sécurité, chez FIRST LADY.

3,99 \$ Boutons en acier inoxydable

Pierres de naissance, Pearltones, Formes plaqué or. Mini-boutons et imitations fabuleuses, à un prix à peine plus élevé.

C'est moins cher que vous pensez à la Baie!

la Baie

VERRES DE CONTACT

CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD

Gaëtan Richard, MD
FRCS(C)
Yolande Dubé, MD
FRCS(C)

400, BOUL. CHAREST EST
QUÉBEC
GALERIES DU SYNDICAT

524-2481

"CHOISIR SON HABITAT"

Elizabeth Ann Schofield

- Je pense ma maison
- Je construis ma maison
- J'habite ma maison

COURS OFFERT À TOUS PAR

UNIVERSITÉ LAVAL

École d'architecture

LE SOLEIL

1 La caisse populaire Desjardins

PREMIER CHOIX EN PRÊT HYPOTHÉCAIRE

Quand? Tous les dimanches, du 7 septembre au 21 décembre 1986, dans Le Soleil.

De plus, trois journées d'études à l'université Laval seront offertes aux personnes inscrites.

Renseignements et inscription:
Extension de l'enseignement
Pavillon Jean-Charles Bonenfant (2379)
Université Laval, Québec, Qc
G1K 7P4
Tél.: (418) 656-3202

Tchernobyl n'a pas encore tout dit

L'épopée noire de l'atome soviétique

♦ PARIS (d'après AFP) - Outre ses conséquences sur le plan international et sur l'avenir du développement nucléaire, l'accident de Tchernobyl, le plus grave de l'ère de l'atome civil qui compte une trentaine d'années, a pris pour l'URSS les proportions d'un véritable drame national.

Ironie du sort et du vocabulaire: "tchernobyl" signifie littéralement "épée noire", bien que le nom désigne aussi, dans cette partie de l'Ukraine jouxtant la Biélorussie, une petite gaminée des marécages de la région.

Il s'agit d'un drame pire que les

épidémies de peste ou de choléra d'antan, a écrit le 21 mai dans la "Gazette littéraire", l'organe central de l'Union des écrivains de l'URSS, l'écrivain ukrainien Youri Chitchebak, médecin et épidémiologiste.

Mais c'est aussi une épopée marquée par le courage ou les faiblesses des hommes. "L'incurie, l'indiscipline, l'irresponsabilité", la lâcheté aussi de ceux qui ont fui leurs postes de responsabilité, ont été violemment dénoncées jeudi à Moscou par Andronnik Petrossians, le président du Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique.

Face à ces faiblesses, il y a eu aussi le courage, confinant à l'inconscience, de ceux qui - pompiers, ingénieurs, techniciens, pilotes d'hélicoptères militaires - ont lutté dès les premières heures contre l'incendie dans une zone fortement irradiée, ou ont participé aux travaux de colmatage du réacteur détruit.

L'interface homme-machine

L'exemple de Tchernobyl est flagrant à ce sujet. L'accident est dû à une accumulation incroyable d'erreurs successives qui ont mis en évidence la grave déficience de l'interface homme-machine.

En premier lieu, les agents de la centrale se sont conduits de façon stupéfiante: après avoir déconnecté les circuits de refroidissement du réacteur pour réaliser une expérience technique, ils ont "oublié" de les rebrancher. Or la puissance du réacteur, fortement abaissée pour la durée de l'expérience, a dû être fortement augmentée ensuite pour répondre à un besoin urgent du réseau en énergie électrique.

Résultat: en quelques heures toute la neutronique du cœur du réacteur a été modifiée sans que les opérateurs s'en aperçoivent à temps. En outre ils avaient commis

l'erreur de débrancher - pour rendre l'expérience en cours plus commode - une série de circuits de contrôle.

En second lieu, et cela n'a jamais été dit par les Soviétiques, il faut tenir compte de la curieuse conception de ce type de réacteur, où l'on perd le refroidissement du cœur en même temps qu'on en augmente la puissance. Les deux responsables au plus haut niveau de ce type de réacteur, les académiciens Alexandrov et Dollejal, n'ont jamais été publiquement mis en cause. Le premier est l'actuel président de l'Académie des Sciences, person-

nage considérable dans la hiérarchie soviétique.

La gestion de crise

D'autres ont "sauté", en particulier le responsable de la sécurité dans les centrales nucléaires. On lui a fait le reproche évident de n'avoir pas veillé au respect des procédures d'urgence prévues, d'avoir laissé un ingénieur électricien ne connaissant pas le nucléaire prendre la direction des opérations à Tchernobyl dans la nuit fatidique du 25 au 26 avril: c'est un spécialiste de la neutronique qui aurait dû être sur place.

Et que dire de la responsabilité de ceux qui ont laissé le premier groupe de pompiers tenter d'éteindre, pendant 3 heures, l'incendie dans le hall du réacteur, alors qu'ils étaient soumis à des radiations mortelles?

Le "sarcophage" de Tchernobyl

Une révélation importante a été faite jeudi à Moscou par le vice-président de l'Académie des Sciences, Valéry Legassov: la radioactivité continue à se dégager du réacteur hors d'usage. Les spécialistes occidentaux n'ont pas été surpris: la matière radioactive ensevelie sous les 5.000 tonnes de sables et de bore larguées par les hélicoptères dégage encore une chaleur résiduelle de quelque 2.000 kilowatts. La désintégration, sinon la réaction en chaîne, se poursuit encore et toutes les particules radioactives ne sont pas arrêtées.

Un "sarcophage" de béton en construction isolera totalement le réacteur effondré. Deux cents capteurs de température ont déjà été introduits à l'intérieur pour surveiller son comportement thermique et radioactif. Ce "mausolée de l'atome" se dressera durant des décennies comme un témoin sinistre de l'épopée noire de Tchernobyl.

Mais les Soviétiques espèrent bien remettre en marche tout à côté, dès la fin de l'automne, les deux réacteurs - sur quatre - qui n'ont pas été touchés. La remise en service du troisième exigera plus de temps, sa salle de commande étant aussi celle du réacteur détruit.

"L'amère leçon" de Tchernobyl

"L'amère leçon" de Tchernobyl, selon les termes d'un responsable soviétique, aura de nombreuses conséquences, à l'intérieur de l'URSS comme à l'extérieur. Sur le plan purement technique, les Soviétiques ont déjà entrepris de renforcer la sécurité de toutes leurs centrales, et en particulier celles utilisant les mêmes réacteurs RBMK que Tchernobyl. La construction de nombreux simulateurs de conduite de centrales, destinés à la formation des personnels, a été engagée. En outre le rythme de développement du programme nucléaire va être ralenti.

Encore plus de 6,000 morts à venir?

♦ NEW YORK (AFP) - 6.530 personnes pourraient mourir des suites de la catastrophe de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, a affirmé hier le "New York Times", en s'appuyant sur le rapport transmis par l'URSS à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne.

Le quotidien new-yorkais, qui précise s'être procuré une copie de ce rapport de 382 pages, indique que, selon le document, il y aura probablement dans la région qui entoure l'usine environ 280 cas supplémentaires de mort par cancer durant les 70 prochaines années.

Parmi l'ensemble de la population soviétique, 4.750 morts peuvent être attendues du fait de radiations ayant franchi de longues distances. 1.500 autres décès résulteront probablement de cancers de la thyroïde dus à la consommation de lait et de nourriture contaminés.

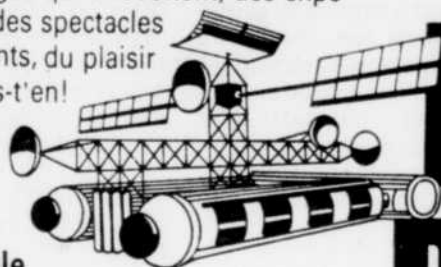
Le "New York Times" ajoute que la contamination radioactive a couvert une région beaucoup plus large que précédemment indiqué et que les résidents évacués pourraient ne pas regagner leurs foyers avant quatre ans.

Ce rapport, indique le journal, précise que les couches supérieures de terres fertiles ont dû être retirées dans certains secteurs de la zone d'évacuation de 1.600 kilomètres carrés.



De l'action à vous couper le souffle!

Des manèges qui virevoltent, des expositions et des spectacles passionnants, du plaisir fou! Viens-t'en!



Un module de l'espace grandeur nature

Découvrez comment nos familles de l'an 2000 vivront dans des installations très science-fiction pour la conquête de l'espace.

2 000 animaux de ferme

Chevaux, vaches, boeufs, moutons, passez voir les plus beaux animaux de ferme. Ils fascineront les petits et amuseront les grands.



EXPOSITION PROVINCIALE DE QUÉBEC

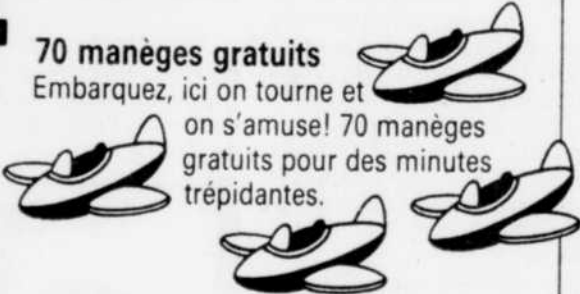
La maison de Rose-Anna

Telle que vue à la télévision, visitez la réplique fidèle de cette maison pittoresque du populaire téléroman le « Temps d'une paix ».



70 manèges gratuits

Embarquez, ici on tourne et on s'amuse! 70 manèges gratuits pour des minutes trépidantes.



Prix d'entrée:

adultes (6 à 64 ans)	7 \$
enfants (1 à 5 ans)	5 \$
65 ans et plus	2 \$

BLANCHE NEIGE

Laissez-vous transporter par la magie de Disney et assistez à cette magnifique revue sur glace en compagnie de Blanche Neige et les sept nains.

Représentations:

en semaine: un spectacle à 19 h 30; en fin de semaine: jusqu'à trois représentations: le lundi 1^{er} septembre, à 13 h 30.

Prix d'entrée: 5 \$ pour tous

2 façons d'obtenir vos billets:

- en personne: aux guichets du Colisée ou aux magasins La Baie de Place Laurier et des Galeries de la Capitale
- par téléphone: (418) 691-7211, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h.



DU 20 AOÛT AU 1^{ER} SEPTEMBRE

L'armée de l'air US aurait 50 chasseurs "invisibles"

♦ WASHINGTON (AFP) - Le Pentagone s'est refusé hier à tout commentaire sur des informations selon lesquelles l'Armée de l'air dispose déjà de 50 chasseurs "invisibles" (Stealth), un avion ultra-secret dont le gouvernement américain n'a jamais reconnu officiellement l'existence.

Le "Washington Post", citant des sources informées, a affirmé que 50 chasseurs "Stealth" étaient pleine-

ment opérationnels et effectuaient des vols nocturnes depuis une base secrète située près de Tonopah, dans le Nevada, au sud-est de Reno. Selon le journal, les avions sont cachés dans des hangars dans la journée pour éviter toute détection.

Les formes et la peinture de ces appareils leur permettent d'"absorber" les ondes électromagnétiques et d'éviter presque complètement d'être détectés par les radars. Selon

le "Post", le chasseur Stealth s'est révélé quasiment invisible la nuit ou par temps nuageux.

Le journal a indiqué que le coût de cet appareil pourrait dépasser \$100 millions l'unité, comparés à \$40 millions pour le F-15, le plus perfectionné des chasseurs américains en activité.

Bombardier invisible

Le chasseur Stealth serait construit par la firme Lockheed à Burbank, en Californie. Northrop travaillerait de son côté à un bombardier "invisible".

Selon des informations qui n'ont jamais été confirmées officiellement, l'un de ces chasseurs se serait écrasé en Californie, en juillet dernier. Le Pentagone avait observé le mutisme le plus total sur cet accident.

La revue "Newsweek" avait affirmé à l'époque qu'au moins deux Stealth se sont écrasés depuis 1979, voire un troisième "peut-être en Europe où il est possible que ces avions aient déjà été déployés".

Forte amende à PanAm

♦ WASHINGTON (AFP) - La compagnie aérienne américaine PanAm devra payer une amende de 1,95 million de dollars pour plusieurs entorses aux règlements sur la sécurité, a annoncé hier l'administration fédérale américaine de l'aviation civile (FAA).

La FAA a pris cette décision à l'issue d'une inspection de deux mois des activités de la compagnie. Elle a indiqué que PanAm, numéro cinq des compagnies aériennes aux

Etats-Unis, avait utilisé des avions sur lesquels des réparations étaient nécessaires et avait monté des pièces de rechange ayant dépassé leur limite légale d'utilisation. La compagnie était accusée également de ne pas avoir conduit à temps les révisions obligatoires de certains de ses appareils.

L'amende infligée à PanAm figure parmi les plus importantes de l'aviation civile américaine.

La chasse au trésor

du SOLEIL (9e concours)

6^e indice:

Règlements du concours:

Le concours débute le 23 juin 1986 et se termine le 31 août 1986.

10 montants de 1 000\$ seront remis à 10 participants (un à chaque dimanche du 29 juin au 31 août) qui auront découvert le "trésor" après analyse des indices. Le montant d'argent sera remis à 17 heures les dimanches, sur la scène du Grand Chapiteau.

7 indices seront publiés du lundi au dimanche dans le journal. A raison de 1 par jour, un 8e sera donné par Remi D'Anjou au Grand Chapiteau les dimanches entre midi et midi trente, les 9e et 10e indices apparaîtront sur un panneau lumineux au Vieux-Port dans l'après-midi du dimanche. Les participants qui auront découvert le "trésor" devront, pour gagner le montant d'argent, fournir les découpages des 7 indices parus dans le journal.

Dans l'éventualité où le "trésor" de la semaine ne serait pas trouvé ou les conditions d'attribution non respectées, le montant sera cumulé au montant de la semaine suivante.

La valeur totale des prix est de 10 000\$.

Les droits exigibles ont été payés par Le Soleil.

Les règlements de ce concours sont disponibles au Soleil.

Les employés du journal Le Soleil et du Vieux-Port, ainsi que leurs familles, sont exclus de ce concours.

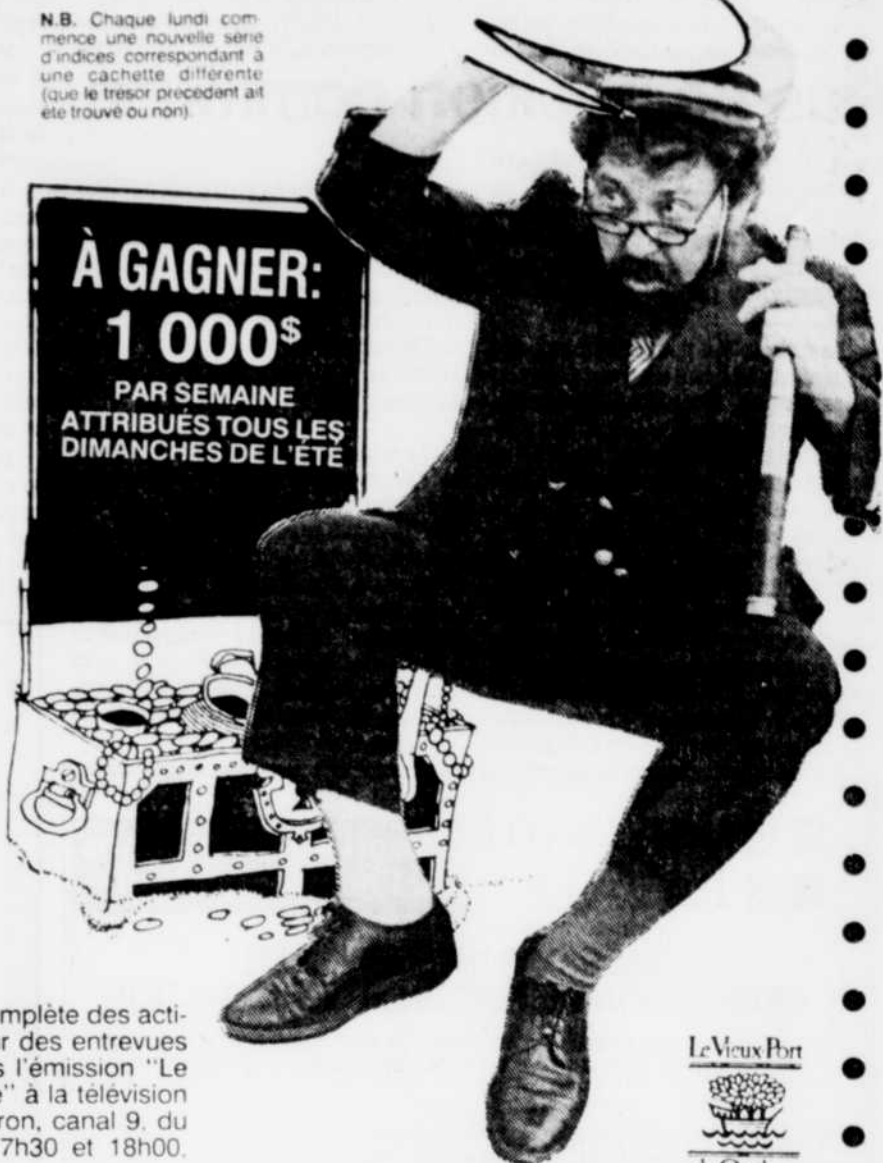
Pour la programmation complète des activités du Vieux-Port et pour des entrevues inédites, ne manquez pas l'émission "Le Soleil au milieu du monde" à la télévision communautaire de vidéotron, canal 9, du lundi au samedi, entre 17h30 et 18h00, ainsi que 23h30 et minuit.

sur le site du Vieux-Port durant tout l'été

Ailleurs, on pourrait me confondre avec une chanson à succès.

N.B. Chaque lundi commence une nouvelle série d'indices correspondant à une cachette différente (que le trésor précédent ait été trouvé ou non).

À GAGNER:
1 000\$
PAR SEMAINE
ATTRIBUÉS TOUS LES DIMANCHES DE L'ÉTÉ



Le Vieux-Port
de Québec

PRENEZ NOTE: 1. Le trésor n'est pas à l'intérieur d'un immeuble. 2. Le trésor est toujours caché à plus de 5 mètres du bord d'un quai. 3. Le trésor n'est pas caché avant midi le dimanche.

SPÉCIAL DE LA RENTRÉE

L'EPSON QU'IL VOUS FAUT

EQUITY I

LE 100% COMPATIBLE

- Écran AMDECK 220A
- 2 lecteurs de disquettes
- Compatible 100% avec IBM-PC
- Mémoire de 256 K de base (optionnel 640 K)
- Fiabilité accrue avec une technologie CMOS
- Clavier de type "PC-AT"
- Incluant ports série et parallèle
- Support pour co-processeur 8087
- Garantie 1 an par EPSON CANADA (service local)

1995\$

3440, Quatre-Bourgeois
Carrefour de la Perade
(à l'ouest de Duplessis)

Tél.: 651-1882

Appel sans frais: 1-800-463-5285

LE CENTRE EPSON

POUR VOUS



Nouvelle saison
A
VOTRE
IMAGE



La collection de produits de beauté "Les Diaboliques" de Christian Dior chez Eaton

Laissez Eaton et Christian Dior vous conférer une touche audacieusement... diabolique. La collection de produits de beauté "Les Diaboliques" de Dior a été créée dans ce sens. Posez sur vos paupières des couleurs électrisantes. Faites de vos lèvres et de vos ongles feu et braises. Venez chez Eaton et rendez-vous au comptoir Christian Dior. Vous y ferez l'expérience sublime des "Diaboliques".

- | | |
|------------------------|------------------|
| 1. Rouge à lèvres; | 10.00 ch. |
| 2. Vernis à ongles; | 9.00 ch. |
| 3. Ombres à paupières; | 33.00 ch. |



OFFRE SPÉCIALE!

Avec tout achat de produits de beauté ou d'articles pour l'épiderme Christian Dior chez Eaton, vous obtiendrez, moyennant la somme de 15.00, une ravissante trousse de beauté. C'est une valeur approximative de 53.00. Elle contient: éti d'ombres à paupières Dior; crème hydratante Hydra-Dior, 15 ml; rouge à lèvres Poison Rouge; échantillon 5 ml de la nouvelle fragrance au nom évocateur, Poison. Une seule trousse par cliente.

Cette offre est en vigueur jusqu'au 6 septembre 1986.

EATON
Credit accepte
avec
la carte Eaton

Les cartes American Express,
Visa, et MasterCard sont aussi
acceptées pour les achats en personne

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON
833-7744

PLACE STE-FOY
653-9331

GALERIES DE LA CAPITALE
627-5811

Virulente offensive verbale contre le gouvernement d'Afrique du Sud

♦ JOHANNESBURG (AFP) - Dix semaines après avoir imposé l'état d'urgence, le gouvernement du président Pieter Botha a été la cible, hier, d'une virulente offensive verbale de la part de toute l'opposition de gauche, depuis l'évêque Desmond Tutu jusqu'au Parti fédéral progressiste (PFP).

Le hasard a fait coïncider en effet le débat parlementaire sur la

Pas de position commune

♦ LUANDA (AFP) - Les neuf pays d'Afrique australe, réunis jeudi et hier à Luanda, n'ont pas réussi à adopter une position commune sur un renforcement des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Les chefs de gouvernement des six pays de la ligne de front (Angola, Mozambique, Botswana, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), qui ont d'abord tenu un sommet séparé, et ceux des trois autres membres (Lesotho, Swaziland et Malawi) de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), réunis hier, ont renouvelé leurs condamnations de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais ni le communiqué final des six de la Ligne de Front, ni celui des neuf de la SADCC, n'annoncent un durcissement de leur lutte contre l'Afrique

du Sud. Les divergences entre les participants étaient prévues, mais certains officiels avaient proposé que les deux groupes arrivent à un compromis qui serait proche de la position ferme adoptée par la Zambie et le Zimbabwe lors du dernier mini-sommet du commonwealth de Londres.

Le communiqué final des six publié hier matin, à l'issue de longues délibérations, se contente de féliciter la Zambie et le Zimbabwe pour les sanctions sévères qu'ils se sont engagés à appliquer à Londres, au lieu d'adopter collectivement ces sanctions. Celles-ci comportaient l'arrêt des liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud, l'arrêt des importations de minerais, de fruits et de légumes sud-africains.

L'évêque anglican de Johannesburg, qui s'apprête à être intronisé en grande pompe archevêque du Cap, a accusé le gouvernement de Pretoria de traiter les Noirs 'comme des détritres' et lui a dénié toute autorité morale pour lui reprocher de prôner l'intensification des sanctions étrangères à l'encontre du régime.

Mgr Tutu a dit que la patience de la vaste majorité des Sud-Africains était à bout face à la politique 'mal-faisante, immorale et injuste' du gouvernement.

N'a-t-il pas déraciné plus de trois millions de gens, détruit leurs communautés, démoli leurs maisons, leurs écoles, leurs cliniques, leurs églises et leurs commerces pour les larguer ensuite, comme des détritres, dans des campements de transit au milieu d'arides et inhospitaliers bantoustans ? s'est écrié le prélat.

Durant sa tournée à l'étranger, le célèbre lauréat du prix Nobel de la paix 1984 a continué d'appeler de ses vœux des sanctions de nature à contraindre Pretoria à éliminer complètement l'apartheid. Dès son

retour jeudi soir, il a dit ne rien regretter, assurant qu'il ne craignait pas le gouvernement.

Pendant son absence, l'opposition de droite a rappelé au gouvernement que l'état d'urgence en vigueur depuis le 12 juin faisait un crime de tout appel en faveur des sanctions et a exigé de lui qu'il retire à Mgr Tutu son passeport sud-africain.

Au Cap, pendant ce temps, l'assemblée blanche du Parlement tricaméral a ouvert hier le débat consécutif au dépôt par le PFP d'une motion de censure demandant la démission du gouvernement.

Le sort de ce gouvernement n'est nullement en jeu cependant, car le Parti national (NP, au pouvoir) dispose d'une écrasante majorité parlementaire. Le débat n'en a pas moins fourni aux deux principaux leaders de l'opposition libérale -- M. Colin Eglin et Mme Helen Suzman -- l'occasion d'administrer au gouvernement une volée de bois vert.

Mme Suzman a déclaré au parlement que l'état d'urgence et les restrictions qui l'accompagnaient

étaient le fait d'hommes 'ivres de leur pouvoir'. Elle a aussi affirmé que l'Afrique du Sud était tombée au rang des pays où 'les gens disparaissent et où leurs familles vivent dans l'angoisse'.

Il y a trois jours, le gouvernement a révélé une liste officielle de 8.501 détenus. Jusque-là, leurs identités avaient été tenues secrètes.

Quant au porte-parole national

de l'UDF, M. Murphy Morobe, il a rendu publique à Johannesburg une déclaration assurant que la politique de Pretoria menaçait de précipiter toute l'Afrique australe dans une 'tragique spirale de la violence'. La stratégie gouvernementale des bantoustans et des conseils municipaux noirs est une 'faillite sans nom', a-t-il dit, et 'l'initiative du changement' est maintenant aux mains des 'jeunes activistes noirs' qui font la loi dans les townships.

1,697 morts en 11 mois

♦ LE CAP (AFP) - La violence politique en Afrique du Sud a causé la mort de 1,697 personnes depuis septembre dernier, a déclaré hier au Cap le ministre de la Loi et de l'Ordre, M. Louis Le Grange.

Selon le ministre, qui a fait cette déclaration au Parlement au cours d'un débat sur une motion de censure déposée par le Parti fédéral progressiste (PFP, opposition), 5,367 personnes ont été grièvement blessées, 42 policiers ou membres des autres forces de l'ordre sont

morts et 698 blessés durant les troubles en 1985.

M. Le Grange a précisé que près de la moitié des tués avaient été victimes de la violence des gens de leur propre groupe, à savoir des Noirs.

Enfin, le ministre s'est félicité de l'entrée en vigueur le 12 juin dernier de l'état d'urgence qui, selon lui, a fait baisser de près de 59 pour 100 le nombre d'actes de violence et de troubles.

UNIVERSITÉ LAVAL Faculté des sciences de l'administration

SESSIONS INTENSIVES DE PERFECTIONNEMENT EN ADMINISTRATION

La Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, en collaboration avec l'Extension de l'enseignement, présente sa programmation d'automne 1986 et d'hiver 1987 pour les cours de formation professionnelle en administration.

- Gestion dynamique des communications - 1,3 UEC
22 et 23 octobre 1986 - 25 et 26 février 1987
- Gestion efficace du temps - 1,3 UEC
29 et 30 octobre 1986
- Logiciels micro-informatiques d'aide à la décision - 1,3 UEC
30 et 31 octobre 1986
- Le processus de gestion des risques: s'applique-t-il dans votre entreprise - 0,7 UEC - 5 novembre 1986 - 1er avril 1987
- La productivité: une affaire de participation authentique - 1,3 UEC
5 et 6 novembre 1986 - 11 et 12 mars 1987
- Planification stratégique en marketing - 1,3 UEC
12 et 13 novembre 1986 - 25 et 26 mars 1987
- Gérer la matière grise: l'évaluation constructive du rendement et du comportement - 1,3 UEC
19 et 20 novembre 1986 - 22 et 23 avril 1987
- Investir en actions et en options - 1,3 UEC
21 et 22 novembre 1986
- Décider: comment surmonter la complexité... et agir - 1,3 UEC
28 et 29 janvier 1987
- Gestion stratégique adaptée à la PME: comment la réaliser - 1,5 UEC - 18 mars et 1er avril 1987
- Gestion de projets: comment réussir - 1,3 UEC
7 et 8 avril 1987

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION:

Extension de l'enseignement
Pavillon Jean-Charles-Bonenfant (2379)
Université Laval, Québec G1K 7P4
Tel.: (418) 656-3202

Fête du Travail

Gouvernement du Québec
Commission des normes du travail

La fête du Travail est un jour férié et chômé.

En vertu de la Loi sur les normes du travail, la fête du Travail est un jour férié pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Québec. Toutefois, si votre convention collective ou votre décret prévoit 6 jours fériés en plus de la Fête nationale, ce sont les dispositions de la convention ou du décret qui s'appliquent.

Les conditions d'admissibilité

Que vous travailliez à temps complet ou à temps partiel, vous êtes admissible au congé si:

- vous travaillez habituellement le lundi;
- vous êtes au service de la même entreprise depuis 60 jours;
- vous êtes présent au travail la veille et le lendemain de la fête ou absent avec autorisation ou pour une raison valable.

Une indemnité ou un congé compensatoire

Vous avez droit, pour cette journée de congé, à une indemnité correspondant à la moyenne du salaire quotidien gagné au cours des deux semaines précédant la fête du Travail.

Toutefois, si vous devez travailler le jour de la fête du Travail, l'employeur doit:

- vous payer le salaire correspondant au travail que vous effectuez; et
- vous verser l'indemnité prévue ci-haut ou vous accorder un congé dans les trois semaines qui précèdent ou qui suivent cette fête.

Renseignements

Vous pouvez obtenir plus de renseignements ou porter plainte en vous adressant au bureau de la Commission des normes du travail de votre région.

BAIE-COMEAU	(418) 589-9931	MONTREAL	(514) 873-7061
HULL	(819) 771-6259	QUEBEC	(418) 643-4940
JONQUIERE	(418) 547-6689	ROUYN	(819) 762-0867
LEVIS	(418) 833-6194	SHERBROOKE	(819) 565-0441
MATANE	(418) 562-2010	TROIS-RIVIERES	(819) 374-4661

Québec



Nouvelle saison
A VOTRE IMAGE
chez
Eaton
Tricot

Les tricots... impact, fantaisie et élégance sans limites, de la tête aux pieds. Leurs formes libres épousent aisément celles de votre corps. Le jersey, toujours en demande, est le pivot de ce grand déploiement. Les effets côtelés s'amuse à attirer l'attention et les jacquards ajoutent de riches textures aux pulls flamboyants ou à la lingerie la plus fine. Surveillez nos prochaines pages. Elles continueront à vous dévoiler les nouvelles images de la mode, présentement en pleine ébullition chez Eaton.

Les thèmes-tricot se retrouvent dans toutes les sections de la mode chez Eaton, à partir des rayons à prix budget jusqu'à la boutique No 1.

- Robes en tricot. 65.00 à 165.00 ch.
- Vestes en tricot. 60.00 à 165.00 ch.
- Manteaux en tricot. 265.00 à 270.00 ch.
- Chandails. 30.00 à 90.00 ch.
- Jupes en tricot. 48.00 à 100.00 ch.
- Bijoux classiques Garbo. Collier 45.5 cm à 45.00 ch.
- Bracelets à assortir. 24.00 ch.
- Boucles d'oreilles, à pincettes ou pour oreilles percées. 10.00 la paire
- Bracelets. 10.00 ch.
- Tricots en acrylique-Sublime Knitwear Fashions pour Kates. Bandeau. 12.00 ch.
- Gaule (passe-montagne). 25.00 ch.
- Gants. 18.00 la paire
- Socquettes «Bonnie Doon» de Windsor Hosiery. 6.50 la paire
- Exclusivités Eaton! Combinaisons «Satin Remarque» de Van Raalte. Blanc, ivoire, noir. Combinaison-jupon. 109.22 cm. 39.00 ch. Camisole. 27.00 ch. Ces deux articles sont en tailles 34 à 40. Jupon 76 cm. Tailles: petite, moyenne, grande. 30.00 ch.
- Écharpe Parkhurst en laine d'agneau côtelée. 20.00 ch.

Achats en personne seulement.
La sélection peut varier d'un magasin à l'autre.

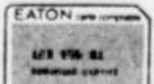
Bijoux, place Ste-Foy seulement.

Les noms de la mode chez Eaton

Algo, Andrea Gayle, Bianca Nygård, Bonnie Doon (Windsor Hosiery), Eaton, Em'Elle, Esprit, Garbo, Generra, Helen Harper, I.B. Diffusion, Jazzie, Jeanne Pierre, Jeffery Rogers, Jump, Leighton Barrett, Leonard Sport, Leslie Belle, Louben, Mexx/Emanuelle, Outlander, Parkhurst, Raoul, Santa Cruz, Shift, Sublime pour Kates, Sweet Baby Jane, Tour De Force, Van Raalte.

Une rentrée de classe bien préparée chez Eaton

Si vous ne l'avez pas en votre possession, ne tardez pas! Venez chez Eaton et procurez-vous notre cahier «Une rentrée de classe». Vous aurez droit à 40 pages remplies d'occasions épatantes pour l'étudiant et l'étudiante. Vous y trouverez de tout: des vêtements aux fournitures scolaires. Rendez-vous chez Eaton dès maintenant afin de leur permettre de bien démarrer l'année scolaire. Nous vous attendons.



Credit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personne.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX



2 morts, 4 blessés

Deux personnes sont mortes et quatre autres ont été blessées hier dans la province du Sind (sud du Pakistan), lorsque les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants qui ont protesté contre l'arrestation du chef de l'opposition, Mlle Benazir Bhutto. Des manifestations ont eu lieu également dans différentes parties du pays, dont à Karachi, où a été prise cette photo hier.

Depuis le bombardement sur Tripoli

Kadhafi plus déterminé que jamais

♦ NEW YORK (AFP) - Le colonel Mouammar Kadhafi, chef de la Révolution libyenne, a déclaré

dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC que le bombardement américain sur Tri-

Polonais mécontents

♦ VARSOVIE (AFP) - La majorité des Polonais se déclarent 'frustrés' et 'irrités' par la 'dégradation croissante' de la situation dans leur pays notamment en ce qui concerne leur niveau de vie et le respect des droits civiques.

Un sondage daté de juillet dernier, effectué par un organisme officiel (Centre d'étude de l'opinion publique, CBOS) auprès de 1.556 personnes, dont l'analyse est parvenue à la presse occidentale à Varsovie, fait apparaître que de 55 à 75

pour 100 des Polonais estiment que leur gouvernement est 'incapable de résorber' la grave crise économique et politique à laquelle le pays est confronté depuis plusieurs années.

Ils affirment lui faire de 'moins en moins confiance' concernant sa sincérité en matière de 'relations commerciales et politiques (de la Pologne) avec les pays de l'Europe de l'Est', ses 'dépendances militaires' du fait de son appartenance au Pacte de Varsovie.

Exécution aux USA

♦ HUNTSVILLE, Texas (AFP) - Larry Smith, condamné à mort pour le meurtre d'un employé d'un magasin, a été exécuté par injection dans la nuit de jeudi à vendredi à la prison de Huntsville (Texas), a-t-on appris de sources judiciaires.

Il s'agit de la deuxième exécution à Huntsville en 48 heures.

Larry Smith, 30 ans, était âgé de 22 ans quand il a exécuté froidement d'une balle dans la nuque au cours d'un hold-up à Dallas (Texas) Mike Mason, 26 ans, après l'avoir fait allonger sur le sol. Ce dernier n'avait opposé aucune résistance pour lui remettre le contenu de la caisse de son magasin, qui était de \$25, a-t-on indiqué de mêmes sources.

poli du 15 avril dernier avait 'renforcé' sa volonté de combattre. Il a réaffirmé son soutien à tous les 'groupes palestiniens'.

Dans la première interview à une chaîne de télévision américaine depuis ce raid, donnée le 29 juillet dernier à Tripoli et diffusée hier, le chef de l'Etat libyen a déclaré que le raid de l'aviation américaine 'a renforcé notre conviction que nous devons intensifier notre combat pour la liberté'.

'Si je ne parle pas, c'est pour le mieux, cela veut dire que je devrais agir', a-t-il fait remarquer.

Comme on lui demandait s'il allait continuer à abriter 'des groupes palestiniens comme celui d'Abou Nidal', le numéro 1 libyen a répondu: 'Tout groupe palestinien qui a besoin de s'entraîner trouvera la Libye à sa disposition'.

La rencontre, le 22 juillet der-

nier, du roi du Maroc (pays qu'un traité d'Union arabo-africaine lie à la Libye depuis août 1984) Hassan II avec le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a été plus néfaste qu'utile' et 'les peuples marocain et libyen ont ensemble condamné Hassan II', a-t-il affirmé.

Interrogé sur les informations de presse selon lesquelles il aurait eu des problèmes psychologiques et recours à des drogues à la suite du bombardement de Tripoli, le colonel Kadhafi a répondu: 'C'est stupide, ça ne mérite pas de réponse'.

647-3311

AUBAINES EATON CANADA

Événement tissus d'automne

Les tout nouveaux tissus mode pour vos plus belles créations!



42% de rabais!

Tissu écossais brossé teint sur fil
Vaste choix de quadrillés d'automne en polyester et coton. Conseillé pour les chemises pour hommes ou femmes. Lavable à la machine. 115 cm de largeur.
Prix courant Eaton 6.50

3.77 le mètre

29% de rabais!

Finette brossée à imprimé
Confectionnez vous-même de confortables chemises tout-aller avec cette sélection de superbes motifs: quadrillé cachemire, motif cachemire éparé ou motif de bouclier, en rouge ou bleu roi. Coton lavable. 115 cm de largeur.
Prix courant Eaton 8.50

5.97 le mètre

Veuillez accorder un délai d'une semaine pour livraison.

27% de rabais

Encore une semaine pour profiter de cette réduction sur la flanelle de laine peignée, dans une belle variété de tons d'automne. La vedette de notre encart-compte de juillet! 150 cm de largeur.

Prix courant Eaton 22.00

15.97 le mètre

Crêpe de Chine

Créez une blouse ou un ensemble 2 pièces à partir de cet assortiment attrayant de teintes vives. Turquoise, pourpre, vert, fuchsia, jaune, rouge, ivoire, bleu roi, noir ou blanc. Polyester d'entretien facile. 115 cm de largeur.

6.97 le mètre

Faillle texturée

Un tissu de qualité, tout indiqué pour cette nouvelle robe que vous avez en tête. D'allure mode et d'entretien facile. Polyester à texture carrée parsemée en tons de bleu roi, jade, pourpre, magenta, marine, ivoire ou noir. 115 cm de largeur.

9.97 le mètre

Jacquard satiné à motif cachemire

Un motif d'automne vraiment à la page en polyester lavable. Conseillé pour les ensembles 2 pièces et les blouses. Choix de bleu roi, fuchsia, pourpre, marine, taupe ou ivoire. 115 cm de largeur.

9.97 le mètre

30% de rabais!

Motifs foulard

Toute une gamme d'imprimés dans un grand choix de motifs chez Eaton! Tous en polyester d'entretien facile. Choisissez parmi une variété de petits motifs sur fonds de couleur vive. 115 cm de largeur.
Prix courant Eaton 10.00

6.97 le mètre

35% de rabais!

Challis imprimé

Convient bien pour les robes et les tailleurs 2 pièces. Rayonne à draper, avec motif abstrait ou cachemire. Combinaisons de bleu roi, jade, pourpre, fuchsia et autres. 115 cm de largeur.
Prix courant Eaton 14.00

8.97 le mètre

Jacquard imprimé

Le tissu de la saison! Motif floral dans une gamme de tons mode. Polyester d'entretien facile. 115 cm de largeur.

12.97 le mètre

Toutes les largeurs sont approximatives.

Eaton Galeries de la Capitale seulement.

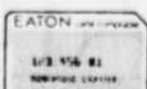
50% de rabais!

Motifs réputés

Vogue, Butterick, McCall's et Simplicity. Tous à 50% de rabais! Choix incomplet.

Pour vos plus beaux atours!

Eaton est à l'heure de la mode avec de superbes couleurs, textures, tricot, nouveaux classiques et éclats, sans oublier les idées-décor pour votre maison. De grands thèmes, qui vous seront révélés un à un dans nos prochaines pages! Venez découvrir une nouvelle saison à votre image... chez Eaton!



Credit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personnel.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

UNIVERSITÉ LAVAL

Département d'informatique

SESSIONS DE FORMATION EN INFORMATIQUE

Le Département d'informatique de l'Université Laval, en collaboration avec l'Extension de l'enseignement, présente sa programmation d'automne 1986 (le soir) pour les cours de formation professionnelle en informatique.

- **Initiation à la conception assistée par ordinateur (C.A.O. (auto CAD))** Du 15 septembre au 27 octobre 1986
- **Utilisation des micro-ordinateurs** Du 16 septembre au 28 octobre 1986
- **Utilisation de LOTUS 1-2-3 (débutant)** Du 17 septembre au 29 octobre 1986
- **Systèmes experts sur micro-ordinateurs** Du 18 septembre au 30 octobre 1986
- **Utilisation de LOTUS 1-2-3 (avancé)** Du 3 novembre au 22 décembre 1986
- **Logiciels comptables sur MICRO** Du 4 novembre au 16 décembre 1986
- **Modélisation des systèmes** Du 3 novembre au 22 décembre 1986
- **Les outils de la bureautique** Du 5 novembre au 17 décembre 1986
- **Banque de données (dBASE III)** Du 6 novembre au 18 décembre 1986

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION:

Extension de l'enseignement
Pavillon Jean-Charles-Bonenfant (2379)
Université Laval, Québec G1K 7P4
Tél.: (418) 656-3202

MAIGRIR

Weight Watchers



Un cadeau d'une valeur de \$15

Si vous vous joignez aux Weight Watchers maintenant et participez à 12 réunions hebdomadaires consécutives vous recevrez

LE NOUVEAU
FOURRE-TOUT
WEIGHT WATCHERS

GRATUIT

Le Plan d'attaque plus, le programme d'amaigrissement le plus efficace de l'histoire des Weight Watchers, est encore plus simple à suivre.

NOUVEAU PROGRAMME DE PAIEMENTS ANTICIPÉS SUPER ÉCONOMIQUE

Joignez-vous aux Weight Watchers et économisez jusqu'à \$34.00 grâce au programme super économique de 12 semaines Weight Watchers. Plus vite vous vous joindrez à nous, plus vous économiserez!

ÉCONOMISEZ JUSQU'À \$34

NOUVEAU MEMBRE		
VALEUR TOTALE	OFFRE SPÉCIALE	ÉCONOMIE
\$134.00	\$80.00	\$34.00
MEMBRE ORDINAIRE		
VALEUR TOTALE	OFFRE SPÉCIALE	ÉCONOMIE
\$90.00	\$70.00	\$29.00

PAIEMENT COMPTANT OU PAR MANDAT-POSTE

LES MEMBRES DU PROGRAMME DE PAIEMENTS ANTICIPÉS RECEVRONT LE FOURRE-TOUT WEIGHT WATCHERS IMMÉDIATEMENT
Offre valable dans la province de Québec seulement

Le plan d'attaque Plus™

LE PROGRAMME D'AMAIGRISSEMENT WEIGHT WATCHERS

- aucun contrat
- frais d'inscription \$15
- classe hebdomadaire \$2
- total 1re classe \$22

Weight Watchers International Inc 1984, propriétaire des marques de commerce Weight Watchers et Quick Start

Tel qu'annoncé à Charlesbourg en février dernier

Mise en chantier d'un ensemble immobilier



Sur ce terrain d'une superficie de 410,000 pieds carrés, en bordure de l'autoroute laurentienne, près de l'Atrium, doivent être construits un hôtel, des logements, des bureaux et les Halles de Charlesbourg. L'annonce du début des chantiers doit être faite mardi, lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville de Charlesbourg.

♦ La mise en chantier d'un ensemble immobilier évalué entre \$25 et \$30 millions, incluant un hôtel, des bureaux, un petit centre commercial et des logements, en bordure de l'autoroute laurentienne, à la sortie du boulevard Atrium, doit être officiellement annoncée, mardi, lors d'une conférence de presse, à l'hôtel de ville de Charlesbourg.

par Marcel COLLARD

Sans faire une mention spécifique de l'objet de cette conférence de presse, le maire Ralph Mercier écrit dans une lettre d'invitation aux journalistes, qu'il s'agit "d'un projet d'envergure qui suscitera des débouchés économiques appréciables sur notre territoire".

Dans son édition du 13 février, LE SOLEIL donnait en primeur les renseignements relatifs au projet, suite à une entrevue téléphonique avec le président de la société de Gestion immobilière Côté, Bélanger et associés, M. Paul Côté, confirmant son intention de construire un vaste ensemble immobilier comprenant, dans la pre-

mière phase, la construction d'un hôtel de 80 chambres, avec salles pour la tenue de réceptions et de congrès, dans cette municipalité complètement dépourvue dans le domaine de l'hôtellerie depuis la démolition de l'hôtel Vatel, sur le boulevard Henri-Bourassa, il y a quelques années. Ultérieurement, la société doit ajouter une soixantaine d'autres chambres.

Les plans prévoient aussi la construction des Halles de Charlesbourg, un petit centre commercial d'une superficie de 40,000 pieds carrés et de 160 logements en copropriété. Il faut s'attendre, mardi, à la présentation de la maquette de cet ensemble immobilier, dont l'architecture serait innovatrice.

Gestion immobilière Côté, Bélanger et associés, toujours selon les renseignements contenus dans l'article du SOLEIL, édition du 13 février, doit assumer elle-même la promotion, la propriété et la gestion de l'entreprise. En plus de générer des emplois, la réalisation de ce projet se traduira par des revenus fiscaux évalués à plus de \$500,000 pour la municipalité. ♦

Accusée d'abus de pouvoir

Québec fait appel du jugement de la cour supérieure

♦ La ville de Québec a fait appel du jugement de la cour supérieure du Québec la condamnant à payer des dommages de \$45,150 aux Immeubles Poulin et Dumais pour abus de pouvoir, alléguant être en mesure de présenter une "preuve nouvelle indispensable afin de démontrer sa bonne foi".

par Marcel COLLARD

Le 16 juillet, le juge Jean Moisan, de la cour supérieure, en venait à la conclusion que la ville de Québec avait commis un abus de pouvoir en faisant l'acquisition d'un édifice faisant l'objet d'une demande de permis par les deux promoteurs de Poulin et Dumais, dans le quartier Saint-Roch, pour le déménagement du centre de réadaptation des handicapés mentaux suite à un appel d'offres du Centre hospitalier Robert-Giffard, au début de l'année 1984.

En prenant la décision d'acheter l'édifice "à la hâte" selon l'ex-

pression du juge Moisan, le comité exécutif de la ville parvenait indirectement à empêcher la réalisation, ce qu'elle ne pouvait pas faire directement par ses règlements d'urbanisme. Désireuse de rendre la fonction résidentielle du quartier Saint-Roch et suite aux récriminations contre la présence de clochards et de handicapés de toutes sortes, la ville souhaitait que l'atelier pour handicapés mentaux soit situé ailleurs.

Dans la requête déposée au greffe de la cour d'appel du Québec, les procureurs de la ville (Boutin, Roy et associés) font part de leur intention de démontrer la bonne foi de la ville de Québec, que les promoteurs n'avaient aucun droit acquis à la concrétisation du projet puisque la promesse de vente était expirée, que le permis de construction n'avait pas été émis et que le contrat ne leur avait pas encore été accordé par le Centre hospitalier Robert-Giffard. ♦

Puits de Saint-Émile

Le maire informera la population lorsque les tests auront été exécutés

♦ Le maire de Saint-Émile, M. Renaud Auclair, a tenu à préciser, hier, que seuls les contribuables de la rue Bédard pourront assister à la réunion d'information, lundi soir, sur l'essai d'un procédé pour améliorer la qualité du puits, mais qu'il tiendra une assemblée publique quand les tests permettront de tirer certaines conclusions.

par Marcel COLLARD

Lors d'une entrevue téléphonique au SOLEIL, M. Auclair a dit que la municipalité avait acheté deux pompes pour corriger les problèmes décelés lors du branchement du réseau d'aqueduc au puits aménagé par la municipalité. Au cours du mois de septembre, les citoyens de

la rue Bédard seront alimentés par l'eau du nouveau puits et ils seront invités à communiquer les résultats de l'expérience. Lundi soir, ils seront informés des modalités.

Commentant les protestations de la Ligue des citoyens de Saint-Émile contre le fait que l'entrée à la salle soit limitée aux seuls citoyens de la rue Bédard, M. Auclair a réitéré son engagement de convoquer toute la population à une autre réunion aussitôt qu'il pourra communiquer les résultats de l'expérience. "Lundi soir, à 19h30, à la salle Bossanova, il s'agit seulement de donner l'information aux seuls usagers concernés pour le moment, mais, a-t-il ajouté, les journalistes seront les bienvenus". ♦

Eau potable à Sainte-Foy

♦ Les citoyens des secteurs Saint-Yves et Saint-Louis-de-France à Sainte-Foy, n'ont plus à faire bouillir leur eau depuis 10h, hier matin. Selon M. Bertrand Blanchet, du service des communications de la municipalité, la consigne avait été édictée le 8 août, à la suite de la découverte de bactéries coliformes à

taux anormalement élevés dans l'eau. Il a fallu procéder par chloration dans une première phase et ensuite par surchloration dans la partie concernée du réseau d'aqueduc. Les deux tests effectués mercredi et jeudi ont démontré que l'eau potable pouvait maintenant être consommée sans être bouillie. ♦

Tu veux la bicyclette des Années 60 (classe du Soleil) le tout des offres pour pas cher?

647-3311



PULLS EN
PILE CHEZ
EATON

17⁹⁹
ch.

TRICOTS "SHAKERS" • LAINES
MIROBOLANTES • ACRYLIQUE
ACIDULÉ • MÉLANGES SUBTILES •
LOSANGES ET ZIGZAGS • SPLENDEUR!

Pulls confectionnés au Canada par un manufacturier de renom. Tailles: petite, moyenne, grande, forte. Le choix peut être incomplet dans certains de nos magasins.

Achats en personne seulement.

Faites "Le plein d'idées pop pour l'automne!"

Avez-vous une copie de ce palpitant cahier de mode jeunesse? Il est resplendissant de teintes, vibrant de textures, étincelant de brillants! Tricots, vêtements à la mode du jour ou plus classiques! Tout ce qui se porte de la boutique Abstract à la boutique Mode Junior. Jusqu'au 13 septembre! Effeuillez-le; vous serez à la page!

EATON
CREDIT accepte
avec la carte Eaton

Visa
MasterCard

Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont acceptées pour les achats en personne.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON
833-7744

PLACE STE-FOY
653-9331

GALERIES DE LA CAPITALE
627-5811